

Horizons et débats

AZA
9602 Bazenheid
POST CH AG

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

1987 – Réflexions sur la «maison européenne commune» et le désarmement à l'échelle mondiale*

par Mikhaïl Gorbatchev (1931–2022)

J'ai effectué mon premier voyage à l'étranger en tant que Secrétaire général du Comité central du PCUS, en France, au mois d'octobre 1985. Près d'un an plus tôt, en décembre 1984, je m'étais rendu en Grande-Bretagne à la tête d'une délégation du Soviet suprême de l'U.R.S.S.. Ces deux voyages m'ont donné beaucoup à réfléchir, en tout premier lieu sur le rôle et la place de l'Europe dans le monde.

François Mitterrand a exprimé ce qui m'a semblé une idée importante à l'époque: «Pourquoi ne pas envisager la possibilité, m'a-t-il dit, de progrès graduels vers une politique européenne plus vaste?» Un an plus tard, à Moscou, il disait: «Il est indispensable que l'Europe redevenue réellement le principal protagoniste de sa propre histoire, afin qu'elle puisse jouer dans sa pleine mesure son rôle de facteur d'équilibre et de stabilité dans les affaires internationales.» Mes idées allaient dans le même sens.

«D'aucuns, à l'ouest, tentent d'exclure de l'Europe l'Union soviétique»

D'aucuns, à l'ouest, tentent d'exclure de l'Europe l'Union soviétique. De temps à autre, comme par inadvertance, ils assimilent «Europe» et «Europe occidentale».

De telles ruses, toutefois, ne peuvent changer les réalités historiques et géographiques. Les liens commerciaux, culturels et politiques de la Russie avec les autres nations et Etats européens ont de profondes racines dans l'histoire. Nous sommes des Européens. La Vieille Russie a été unie à l'Europe par le christianisme, et l'on fêtera en 1988 le millénaire de son arrivée sur la terre de nos ancêtres. L'histoire de la Russie fait partie intégrante de l'histoire de la grande Europe.

Notre histoire européenne commune est complexe et instructive, grande et tragique. Depuis longtemps, les guerres ont constitué les repères dominants dans l'histoire de l'Europe. Au vingtième siècle, ce continent a été le siège de deux guerres mondiales – les plus destructrices et les plus sanglantes qu'ait connues l'humanité. Notre peuple a fait les plus grands sacrifices sur l'autel de la lutte de libération contre le fascisme hitlérien. Plus de 20 millions de Soviétiques ont trouvé la mort dans cette guerre terrible. [...]

«L'Europe est notre maison commune»

L'Europe est notre maison commune – cette métaphore m'est venue à l'esprit durant l'une de mes discussions. Bien qu'apparemment je l'aie formulée en passant, j'avais l'esprit depuis fort longtemps à la recherche d'une telle formule. Elle ne m'est pas venue d'un coup mais après mûre réflexion et, fait

notable, après que j'eus rencontré de nombreux dirigeants européens.

Le continent a eu plus que sa part de guerres et de larmes. Balayant le panorama de cette terre qui a tant souffert et songeant aux racines communes de cette civilisation européenne, à la fois protéiforme et une dans son essence, j'en suis venu à ressentir avec une acuité grandissante le caractère artificiel et temporaire de la confrontation entre blocs et la nature archaïque du «rideau de fer».

L'Europe est en effet une maison commune où la géographie et l'histoire ont étroitement tissé les destinées de dizaines de pays et de nations. Bien sûr, chacune d'entre elles a ses problèmes propres, chacune veut vivre sa propre vie, suivre ses propres traditions. Par conséquent, en poursuivant la métaphore, on pourrait dire: la maison est commune, certes, mais chaque famille y a son propre appartement, et de plus, il existe plusieurs entrées. Mais ce n'est qu'ensemble, collectivement, et en suivant les normes sensées de la coexistence que les Européens pourront sauver leur maison, la protéger d'une conflagration et d'autres calamités, l'améliorer et la rendre plus sûre, et la maintenir en bon ordre.

L'Europe «de l'Atlantique à l'Oural» est une entité historico-culturelle soudée par l'héritage commun de la Renaissance et des Lumières, ainsi que par les grands enseignements philosophiques et sociaux des XIV^e et XX^e siècles. Il existe des aimants puissants pour aider les



Les gouvernements occidentaux, notamment la France et l'Allemagne, «se sont déclarés prêts à accepter l'idée de la maison commune européenne [...] et de collaborer avec nous pour en faire réellement notre maison à tous.» (Mikhaïl Gorbatchev 1987)

décideurs politiques dans leur quête des modalités d'entente et de coopération mutuelle à l'échelle des relations inter-Etats.

J'admets franchement notre satisfaction de constater que l'idée d'une «maison commune européenne» ait trouvé un écho favorable parmi les personnalités publiques et politiques de pre-

Suite page 2

* Source: extraits de: Gorbatchev, Mikhaïl. *Perestroïka. Vues nouvelles sur notre pays et le monde.* Flammarion. Paris 1987

Pertinence et actualité d'un texte-document de Mikhaïl Gorbatchev, rédigé il y a 35 ans

par Karl-Jürgen Müller

«Je m'incline devant un grand homme d'Etat. L'Allemagne reste liée à lui, en reconnaissance de sa contribution décisive pour l'unité allemande, en respect pour son courage envers l'ouverture démocratique et à la construction de ponts entre l'Est et l'Ouest, et en souvenir de sa grande vision d'une maison européenne commune et pacifique.» Telles sont les paroles prononcées par le Président allemand, Frank-Walter Steinmeier, le 30 août 2022 lors du décès de Mikhaïl Gorbatchev, ancien Secrétaire général du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS) et son dernier Président d'Etat. Steinmeier a ainsi tenu compte de la grande estime dont Gorbatchev jouit toujours dans la mémoire de nombreux Allemands.

Par contre, on peut douter fortement de sa sincérité et de son sérieux dans ses propos au cours de l'éloge funèbre. En effet, la plus grande partie de ses paroles relevait peu d'un hommage rendu. Il s'agissait plutôt de l'instrumentalisation du décès de Gorbatchev afin d'asséner un autre coup à la Russie actuelle, par l'affirmation suivante: «Ceux qui l'ont côtoyé ces dernières années ont pu sentir à quel point il souffrait de voir ce rêve s'éloigner de plus en plus. Aujourd'hui, le rêve est en ruines, détruit par l'attaque brutale de la Russie contre l'Ukraine.»

En réalité, la vision de Gorbatchev de la «maison européenne commune» n'a jamais été reprise sérieusement et durablement – à quelques épisodes près – ni du côté de l'UE, ni de celui du côté allemand. Contrairement à ce que les paroles du Président allemand pourraient laisser croire, l'UE et notamment l'Allemagne ont fortement contribué au cours des 30 dernières années, à l'effondrement du «rêve» de Gorbatchev. Et cela a débuté bien avant le 22 février. La soumission de l'UE et de l'Allemagne aux intérêts des Etats-Unis, liés à leur projet d'un monde

unipolaire sous domination américaine, l'ont anéanti bien auparavant.

Le texte de Mikhaïl Gorbatchev reproduit dans ces colonnes a été rédigé il y a 35 ans. Il apparaît aujourd'hui comme un document d'une époque révolue. Pourtant, 35 ans plus tard, il est toujours d'actualité étonnante et porteur d'avenir. Il rappelle ce qui aurait été possible du côté russe pendant 35 ans – si l'Europe, si l'Allemagne avaient entamé une recherche honnête en direction d'une voie indépendante guidant leur politique mondiale.

Le texte de Gorbatchev n'est pas seulement important en ce qu'il fait revivre 30 ans aboutissant au cuisant échec de la politique étrangère de l'UE et de l'Allemagne devant laquelle nous nous trouvons actuellement. Ce texte dessine également les tâches centrales devant lesquelles l'Europe se retrouvera après la fin de la guerre actuelle et face à la nouvelle division du continent qui se prépare. Après avoir détruit, il faut reconstruire. Cela concerne avant tout les relations de l'Europe et de l'Allemagne avec la Russie. Les paroles de Gorbatchev à ce sujet ne perdraient rien de leur pertinence si elles étaient prononcées aujourd'hui. Et la question se pose vraiment: pourquoi l'Europe de l'UE, pourquoi l'Allemagne s'accrochent-elles, plus que jamais, à leur politique autodestructrice contre la Russie, à une politique de confrontation de plus en plus radicale, à une propagande de guerre et à une «politique» se bornant à claquer toutes les portes pouvant mener en direction de la Paix en Europe.

Le dernier exemple en date est la décision du Bundestag allemand du 30 novembre 2022, relative à l'*Holodomor*. Non seulement le Bundestag allemand a approuvé la proposition le concernant à la majorité de la CDU/CSU, du SPD, du FDP et de l'Alliance 90/Les Verts, mais il est aussi intervenu, de

manière douteuse, dans le domaine relevant de la science. Le Parlement a interprété la mort par famine de quelques millions de personnes dans toute l'Union soviétique entre 1931 et 1933 – dont la politique soviétique de l'époque était en grande partie responsable – comme étant un génocide ciblé contre les Ukrainiens. Cette intervention du Parlement allemand constitue, une fois de plus, une attaque contre la Russie actuelle et suit entièrement le code de la propagande fabriqué aux Etats-Unis (*Anne Applebaum, Timothy Snyder* et d'autres). Son but est autant transparent que douteux: elle met sur un pied d'égalité *Staline* et l'actuel Président russe.

Face à ces batailles brumeuses – où sont-elles donc, les voix importantes de l'UE, de l'Allemagne, s'engageant enfin à mettre fin à la guerre en Ukraine? Et ceci en dehors des cercles bellicistes qui incitent à toujours davantage d'escalade de la violence, à toujours plus de livraisons d'armes préconisant la participation directe à cette guerre, la guerre «jusqu'au dernier Ukrainien». A l'encontre de cette cacophonie, où sont-ils qui insistent sur les négociations de paix sérieuses, fondées sur le respect de la volonté et de la souffrance des personnes concernées en Ukraine et en Russie, ainsi que sur les intérêts légitimes de sécurité avancés par tous les Etats impliqués dans ce conflit?

Il existe pourtant des exceptions. Une est personifiée dans l'ancien Inspecteur général de l'armée allemande, *Harald Kujat*, général hautement rangé au sein de l'OTAN, qui, ces derniers mois, n'a cessé de démasquer la propagande mensongère de l'OTAN sur le déroulement de la guerre en Ukraine et d'appeler d'urgence à des négociations de paix sérieuses, tout récemment lors d'une interview avec la chaîne de télévision n-tv (voir encadré page 2).¹

La Charte de Paris de novembre 1990, toujours formellement en vigueur et signée par tous les Etats de la Conférence pour le Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE), donc également par l'Europe de l'UE, l'Union soviétique de l'époque et les Etats-Unis, stipule: «L'ère de la confrontation et de la division de l'Europe a pris fin. Nous affirmons qu'à l'avenir, nos relations seront fondées sur le respect et la coopération. [...] Maintenant que la division de l'Europe touche à sa fin, nous nous efforcerons d'atteindre une nouvelle qualité dans nos relations en matière de sécurité, dans le respect mutuel total de la liberté de décision. La sécurité est indivisible, et la sécurité de chaque Etat participant est indissociable de celle de tous les autres.» La Charte de Paris n'est pas un «rêve», c'est un document officiel, porteur d'une obligation restant valable à l'avenir pour tous ceux qui y ont signé. Cette obligation inclut tous les membres et formule la tâche qui lie ensemble la totalité de la maison européenne. La Russie en fait partie depuis que l'Europe existe. Il nous incombe à nous tous, en tant qu'Européens, de ne pas fermer les yeux devant la tentative de la nouvelle division de l'Europe. Un rideau de fer renouvelé ne peut pas être le dernier mot, même s'il semble constituer exactement le but visé des Etats-Unis, et ceci au moins depuis les guerres de Yougoslavie des années 1990, déclenchées par eux².

¹ <https://www.n-tv.de/mediathek/videos/politik/Alte-Sowjet-Systeme-im-Einsatz-Haelt-Russland-strategisches-Potenzial-zurueck-article23748244.html> du 28/11/22

² cf. la lettre de *Willy Wimmer*, alors vice-président de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE, au chancelier allemand Gerhard Schröder du 2/05/2000; <https://www.persus.ch/PDF-Dateien/bracher-wimmer.pdf>

«1987 – Réflexions sur ...»

suite de la page 1

mier plan non seulement en Europe orientale mais également à l'Ouest. Ainsi, le ministre des Affaires étrangères d'Allemagne fédérale, *Genscher*, s'est déclaré être prêt à «accepter l'idée d'une maison commune européenne et de collaborer avec l'Union soviétique pour en faire réellement notre maison à tous.» Le Président fédéral allemand *Richard von Weizsäcker*, le ministre des Affaires étrangères italien *Giulio Andreotti*, et d'autres dirigeants se sont exprimés dans le même sens. [...]

«L'histoire nous force à nous comporter les uns envers les autres de manière convenable»

L'histoire nous force à nous comporter les uns envers les autres de manière convenable. Des relations solides entre la R.F.A. et l'U.R.S.S. revêtraient une signification réellement historique. Tout en préservant chacun son identité, dans le cadre de son système et de ses alliances propres, nos deux Etats peuvent jouer un rôle primordial dans le développement de l'Europe et du monde. L'intérêt de l'Union soviétique est que la République fédérale d'Allemagne jouisse d'une sécurité correcte. Si la R.F.A. était instable, il ne pourrait y avoir aucun espoir de sécurité pour l'Europe et par conséquent, pour le monde. Réciproquement, des relations stables entre la R.F.A. et l'U.R.S.S. amélioreraient de manière appréciable la situation en Europe.

Quand je parle avec les dirigeants étrangers, je leur demande parfois directement: «Croyez-vous que l'Union soviétique ait l'intention d'attaquer votre pays et l'Europe occidentale en général?» Presque tous me répondent: «Non, pas du tout.» Mais certains émettent aussitôt une réserve, disant que l'existence même de l'immense puissance militaire de l'U.R.S.S. crée une menace potentielle.

On peut comprendre ce raisonnement. Mais il est grand temps de couper court à ces billevesées sur l'agressivité de l'Union soviétique. Jamais, en aucune circonstance, notre pays ne prendra l'initiative d'opérations militaires contre l'Europe de l'ouest à moins que nous et nos alliés soyons attaqués par l'OTAN!

En Occident, on parle d'inégalité et de déséquilibre. C'est exact, il y a des déséquilibres et des dissymétries dans certains types d'armes et de forces armées dans chaque camp, causés par des facteurs historiques, géographiques et autres. Nous sommes d'accord pour éliminer les inégalités existant dans certains secteurs, non en renforçant les arsenaux de ceux qui sont en retard mais bien plutôt en réduisant les forces de ceux qui ont pris de l'avance.

Dans ce domaine, il y a plusieurs questions spécifiques qui attendent des solutions:

Pas un seul homme ou femme politique allemand n'ont assisté aux funérailles de *Mikhaïl Gorbatchev* à Moscou, ce 3 septembre 2022. En toute évidence, Gorbatchev, l'architecte de l'ouverture du mur de Berlin et de la réunification allemande, ne méritait pas tel geste, même pas ce dernier.

La participation aux funérailles aurait rappelé le fait, ne remontant pas si loin, que les deux pays avaient négocié des affaires d'une grande importance pour le continent tout entier. Elle aurait également envoyé ce même rappel aux populations russes que l'UE punit collectivement (pour les actions de son gouvernement!) par ses sanctions, par ses restrictions de visa, par sa censure culturelle et par ses interdictions de visite. C'est la preuve définitive que l'Allemagne vient d'enterrer le reste de ce que la diplomatie internationale exige.

L'ancienne chancelière allemande, *Angela Merkel*, gestionnaire experte et érigée par

* *Rafael Poch-de-Feliu* a travaillé pendant des décennies comme correspondant à l'étranger pour le journal espagnol «La Vanguardia», à Moscou de 1988 à 2002, à Pékin de 2002 à 2008, puis à Berlin et Paris. Il est l'auteur de plusieurs livres sur l'évolution politique en Russie, en Chine et en Allemagne.

la réduction et l'élimination finale des armes nucléaires tactiques, qui doit être couplée avec une réduction massive des forces armées et des armements conventionnels; le retrait des armes offensives des zones de contact direct afin d'éliminer toute possibilité d'attaque-surprise; et un changement dans toute la structure des forces armées avec la perspective de leur impartir un caractère exclusivement défensif.

Désarmement à l'échelle mondiale

Nous pensons que les armements devraient être réduits à un niveau d'efficacité suffisante, à savoir celui nécessaire à des buts strictement défensifs. Il est temps que les deux alliances militaires amendent leurs conceptions stratégiques pour les réorienter vers des objectifs de défense. Chaque appartenance de la «maison Europe» a le droit de se protéger contre les cambrioleurs, mais il doit le faire sans détruire la propriété du voisin.

Nous pouvons voir fleurir les premiers signes d'une nouvelle perspective sur les affaires internationales en Europe occidentale. Certains changements se produisent également parmi les sphères dirigeantes. Bon nombre de partis socialistes et sociaux-démocrates d'Europe occidentale sont en train d'élaborer de nouvelles attitudes à l'égard de la politique de défense et de la sécurité.

L'oubli collectif allemand de sa propre histoire

par *Rafael Poch, Barcelone**

les médias en grande Dame européenne d'Etat, aurait invoqué un certain «problème de genou» pour s'éclipser devant la nécessité d'apparaître. Les autres n'ont même pas présenté d'excuses. On se trouve donc en toute évidence face au manquement de toute piété, à l'enfreinte de ce que la décence diplomatique impose, bref face à l'affront voulu qui, notamment dans le cas de l'Allemagne, frôle la honte nationale. Sans Gorbatchev, nous aurions peut-être toujours affaire à la «République de Bonn», cette Allemagne que certains aimaient de sorte qu'ils se félicitaient de ce qu'il y en ait eu deux, comme ils disaient.

Il est évident qu'ensemble, l'Allemagne et la France disposeraient des capacités de libérer l'Europe du diktat des Etats-Unis, mais la volonté en fait défaut. *Macron* se limite à des vociférations impuissantes tandis qu'un «Européen» autant respecté que *Wolfgang Schäuble*, le «docteur Strangelove» de triste mémoire de la punition de la Grèce, répand des idées aussi tirées par les cheveux que l'intégration de la Pologne à la passerelle de navigation franco-allemande, en état d'effritement elle aussi. Les efforts inébranlables d'*Ursula von der Leyen* et de la ministre des Affaires étrangères allemande, *Annalena Baerbock*, cachant

péniblement sa stupidité belliqueuse sous son arrogance, pour livrer au régime ukrainien des armes et encore des armes afin de poursuivre la guerre et donc pérenniser les souffrances de la population civile en Ukraine, en Russie et en Europe même, atteignent les dimensions qui vous feraient envisager, dans la vie normale, de consulter le psychanalyste. [...]

La situation allemande qui prévaut après la réunification amène l'observateur impartial de retrouver, notamment dans la russophobie effrénée dont font preuve ses médias et sa classe politique au pouvoir, quelque chose comme l'écho *revanchard* aux grands-pères allemands vaincus à *Stalingrad*. Comment expliquer autrement la frénésie actuelle allemande, une sorte de contrainte mentale collective, à nuire à ses propres intérêts et à les subordonner aux projets délirants des Etats-Unis qu'ils claironnent partout et qui consistent à porter un coup décisif à la *Chine*, son principal partenaire commercial, en poussant à la guerre en *Ukraine*? •

Source: <https://cxtx.es/es/20220901/Firmas/40818/Rafael-Poch-Gorbachov-Rusia-Ucrania-Estados-Unidos-Jarkov.htm> du 18/09/22

(Traduction *Horizons et débats*)

J'ai reçu le Conseil consultatif de l'Internationale socialiste, dirigé par *Kalevi Sorsa* et j'ai rencontré *Willy Brandt*, *Egon Bahr*, *Felipe Gonzalez* et d'autres dirigeants sociaux-démocrates. Chaque fois, nous avons noté que nos vues sur les sujets cruciaux de la sécurité internationale et du désarmement étaient proches, voire identiques. [...]

Néanmoins, je crois que la contribution de l'Europe à la cause de la paix et de la sécurité pourrait être bien plus importante. Bon nombre de dirigeants d'Europe de l'Ouest manquent en ce domaine de volonté politique et peut-être d'occasions favorables. Et pourtant, la vie forcera tout le monde à changer et à adopter un jugement réaliste sur ce qui est en cours. Il est regrettable que les gouvernements des pays de l'OTAN, y compris ceux qui, en parole, se dissocient des dangereux extrêmes de la politique américaine, finissent par céder à la pression, assumant ainsi une responsabilité dans l'escalade de la course aux armements et de la tension internationale.

«Parfois, on a l'impression que les politiques indépendantes des nations d'Europe ont subi un rapt»

Il existe dans la mythologie grecque une vieille légende sur l'enlèvement d'Europe. Or, ce sujet de fable est soudain devenu d'actualité

aujourd'hui. Il va sans dire que l'Europe, en tant que notion géographique, demeurera en place. Parfois, cependant, on a l'impression que les politiques indépendantes des nations d'Europe occidentale ont elles aussi subi un rapt, qu'on les a emportées de l'autre côté de l'océan; que les intérêts nationaux ont été mis en gérance sous le prétexte de protéger la sécurité.

Une menace sérieuse plane également sur la culture européenne. Cette menace émane d'un assaut de la «culture de masse» venue de l'autre côté de l'Atlantique. [...]

Assurément, on ne peut que s'étonner qu'une culture européenne profondément intelligente et par essence pétrie d'humanisme, batte en retraite devant un déferlement incontrôlé de violence et de pornographie, un flot de sentiments de bas étage et de viles pensées.

Quand nous insistons sur l'importance d'une position indépendante de l'Europe, on nous accuse fréquemment de vouloir braquer celle-ci contre les Etats-Unis. Nous n'avons jamais eu cette intention. Loin de nous la volonté d'ignorer ou de sous-estimer les liens historiques qui existent entre l'Europe occidentale et les Etats-Unis. Il est ridicule d'interpréter la ligne européenne de l'Union soviétique comme l'expression de quelque «anti-américanisme». Certes, nous n'aimerions pas voir n'importe qui ouvrir à coups de pied la porte de la maison Europe et venir s'installer au bout de la table dans l'appartement du voisin. Mais enfin, c'est l'affaire du propriétaire dudit appartement. [...]

«La politique étrangère des Etats-Unis se fonde au moins sur deux illusions»

La politique étrangère des Etats-Unis se fonde au moins sur deux illusions: la première est de croire que le système économique de l'Union soviétique est sur le point de s'effondrer et que l'U.R.S.S. ne réussira pas sa restructuration. La seconde est de tabler sur la supériorité occidentale en matière d'équipement, de technologie, et en définitive dans le domaine militaire. Ces illusions nourrissent une politique qui vise à épuiser le socialisme par la course aux armements, pour mieux dicter sa loi ensuite. Tel est le plan; disons qu'il est naïf. Les Etats-Unis ont l'espoir de toujours diriger le monde: espoir vain, comme s'en rendent compte nombre de scientifiques américains. [...]

Nous voulons voir la liberté régner sans partage dans le monde au siècle qui vient. Nous voulons voir se développer sans entraves une compétition pacifique entre les différents systèmes sociaux, encourager une coopération mutuellement profitable plutôt que la confrontation et la course aux armements. Nous voulons que les gens de tous les pays jouissent de la prospérité, du bien-être et du bonheur.

La route qui y mène passe par l'instauration d'un monde dénucléarisé, non violent. Nous sommes embarqués sur cette route et invitons tous les autres pays et nations à nous y rejoindre. •

(Traduction *Horizon et débats*)

La Paix ou à la Guerre? L'Allemagne doit recourir au principe fondamental de sa Constitution

Extraits d'un entretien de la chaîne de télévision n-tv avec *Harald Kujat**.

n-tv: *D'après certains experts, la Russie serait actuellement dans une situation de faiblesse. Mais le ministre de la Défense estonien vient de déclarer qu'après neuf mois de guerre, la situation n'a pas tellement changé en Russie et que l'armée de l'air russe n'a rien perdu de ses capacités. Qu'en pensez-vous?*

Harald Kujat: Moi aussi, c'est comme ça que je le vois. C'est tout simple, la Russie disposait dès le début d'un très grand potentiel, elle a bien sûr subi des pertes considérables, mais ce que nos soi-disant experts nous racontent, à savoir que la Russie est pour ainsi dire pratiquement vaincu – et chaque jour, on célèbre déjà la victoire de l'Ukraine – tout cela est bien sûr absurde. La Russie dispose d'un énorme potentiel dont elle n'a jusqu'ici employé qu'un certain pourcentage. C'est un fait qu'il faut toujours garder à l'esprit, et en outre, la Russie dispose bien sûr d'énormes ressources humaines qu'elle peut mobiliser, mais aussi de capacités matérielles considérables. [...]

Pensez-vous vraiment qu'il y ait quelqu'un qui veuille négocier avec la Russie ou qui croie que les Russes respecteront ce à quoi ils pouvaient éventuellement sous-signer lors de telles négociations?

Mais nous en avons un exemple qui dit long: la Russie était bel et bien prête à négocier, et même à faire des conces-

sions d'envergure à l'Ukraine. Ces concessions allaient tellement loin que la Russie se déclarait prête à se retirer d'Ukraine sur la ligne d'avant le 23 février 2022. Nous savons aujourd'hui que cet accord déjà tangible, qui reposait d'ailleurs sur une proposition du gouvernement ukrainien que la Russie a remaniée ensuite en un projet de traité, que cet accord n'a pu être concrétisé en raison de l'intervention de l'Occident, en la personne du Premier ministre britannique de l'époque, *Boris Johnson*. Permettez-moi d'y ajouter ceci: La situation actuelle exige justement que les deux parties se retrouvent à la table des négociations. Bien sûr, les Etats-Unis devraient d'abord faire pression sur l'Ukraine pour qu'elle se déclare disposée à le faire, et le chef d'état-major américain, le général *Milley*, a appelé à plusieurs reprises, il y a quelques jours, à profiter de la situation militaire actuelle, dans laquelle l'Ukraine ne peut plus progresser et ne peut donc pas non plus gagner la guerre, pour mettre fin à ce conflit. [...]

Nous autres Allemands devons prendre conscience des limites de notre participation à ce conflit. Notre Constitution stipule, dans son préambule déjà, le principe que l'Allemagne doit œuvrer en faveur de la Paix. Dans toute participation allemande à un conflit ou lors de tout soutien apporté à une partie belligérante, l'objec-

tif doit toujours rester de parvenir à une solution pacifique. Il repose là, le principe de base de notre Constitution. J'attends donc aussi du gouvernement fédéral qu'il explique à la population, pour une fois en toute clarté, où sont les limites de ce qu'il soutient et de ce qu'il ne soutient pas [...]. Jusqu'où voulons-nous donc aller? Prenons par exemple cette formule qui dit que nous soutiendrons l'Ukraine «aussi longtemps qu'il le faudra». Qu'est-ce que cela peut bien vouloir dire? Cela revient à dire que nous délèguons à l'Ukraine le droit de décider de la durée et de l'ampleur du soutien que nous lui apportons. Nous transférons une partie de notre autonomie en tant qu'Etat à l'Ukraine. Cela ne peut pas être l'objectif de la politique allemande, un tel objectif ne se trouve pas en accord avec le principe de Paix sur lequel repose la Constitution allemande.

* *Harald Kujat* est général de la *Luftwaffe* allemande à la retraite. De 2000 à 2002 il a accompli les fonctions suprêmes de l'Inspecteur général de la *Bundeswehr* et, de 2002 à 2005, celles du Président de la Commission militaire de l'OTAN.

Sources: Transcription de l'émission légalement retravaillée sur le plan linguistique <https://www.n-tv.de/mediathek/videos/politik/Alte-Sowjet-Systeme-im-Einsatz-Haelt-Russland-strategisches-Potenzial-zurueck-article23748244.html> du 28/11/22

(Traduction *Horizons et débats*)

Ces nations qui tentent de gommer le passé

par Patrick Lawrence



Patrick Lawrence, de longue date correspondant à l'étranger, notamment pour l'«International Herald Tribune», est chroniqueur, essayiste, auteur et conférencier. Titre de son dernier livre: «Time No Longer: Americans after the American century». Yale 2013. Sur Twitter, Lawrence était accessible sous @thefloutist avant d'être censuré sans commentaire. Patrick Lawrence est accessible sur son site web: patricklawrence.us. Soutenez son travail en consultant [patreon.com/thefloutist](https://www.patreon.com/thefloutist).

Un petit message, publié récemment de l'agence de presse allemande DPA, m'a fait réfléchir depuis à diverses petites questions aussi insignifiantes que sont la guerre, le nationalisme, l'identité nationale, l'histoire et la mémoire. Il semble que l'administration des cimetières allemands qui gèrent les tombeaux des soldats russes, tombés aux combats contre la Wehrmacht allemande pendant la Seconde Guerre mondiale, envisage de faire un peu d'ordre dans leurs tombeaux concernant les soldats de l'Armée rouge qui gisent dans leurs terres, depuis bientôt 80 ans. Tous n'en seront plus désignés comme «soviétiques» ou «russes», comme c'était le cas jusqu'à présent. Un soldat de l'Armée rouge originaire d'Ukraine – qui était une république soviétique pendant la Seconde Guerre mondiale et pendant les 46 années qui l'ont suivie – figurera désormais dans les registres allemands comme «Ukrainien».¹

A quoi bon embrouiller la mémoire des soldats russes tombés et enterrés sur le sol allemand?

«Nous avons commencé à établir des distinctions», a déclaré Christian Lübcke, qui dirige la section Hambourgeoise de la Commission allemande des sépultures militaires, dans une interview publiée par dpa le 14 novembre 2022. On se frotte les yeux. Les soldats de l'Armée rouge qui ont combattu le Troisième Reich en tant que citoyens soviétiques vont se voir rétroactivement attribuer une nationalité qui n'existait pas quand ils sont tombés, celle «d'Ukrainien»? Quelles seront les contorsions logiques pour arriver là?

A part l'agence de presse allemande et RT, l'équivalent russe du BBC occidental, aucun de nos médias ne semble avoir couvert cette histoire. Il est possible que la plupart des rédactions n'aient jugé qu'un tel événement, relatant des distinctions d'ossements de soldats et de prisonniers de guerre morts il y a 75 ans, était trop louche pour être propagé.

En guise d'explication, M. Lübcke mentionne un groupe de la société civile russe, le Régiment immortel, qui rend régulièrement hommage aux soldats de l'Armée rouge morts pendant la Grande Guerre patriotique, comme les Russes appellent sa résistance et sa victoire douloureuses contre la Wehrmacht allemande pendant la Seconde Guerre mondiale. Les victimes du côté de l'Union soviétique dans ses efforts – plus de 20 millions de morts – sont, bien sûr, un thème qui importe aux Russes, notamment lors de leur fête de la Victoire, le 9 mai. Mais Lübcke objecte que le Régiment immortel, lorsqu'il rend hommages à ces morts face aux tombes des soldats soviétiques dans l'un des cimetières de Hambourg, fait preuve de «sous-entendus nationalistes et partiellement révisionnistes» – une curieuse considération, j'en reviens plus loin.

Ils ont tous donné leurs vies – sans présenter leurs documents

Dans ce cas, le nombre des enterrés concernés sur le sol hambourgeois n'est pas très élevé. Sur les 62 000 victimes de la guerre ayant trouvé

leur dernier repos dans les différents cimetières de Hambourg, les soldats de l'Armée rouge morts au combat ou dans les camps de prisonniers de guerre nazis n'en représentent qu'à peu près 1 400 noms. Leurs tombes portaient toutes la mention *soviétique* ou *russe* au moment de leur inhumation – à plus forte raison, étant donné qu'ils l'étaient. Je ne sais pas très bien, d'après le rapport cité, ce que Lübcke envisage à présent – s'il se propose de modifier les registres du cimetière ou d'autres documents aux archives ou encore de faire graver de nouvelles pierres tombales. Mais il est clair qu'il a l'intention d'imposer au mémoire des soldats soviétiques tombés au combat contre l'armée nazie, s'il s'agissait de soldats originaires de la république soviétique d'Ukraine, un passé falsifié. Et en plus, il semble que c'est esprit apparemment proche «du politiquement correct» actuel à l'intention de divulguer son idée au niveau national aussi.

Grotesque, certes, et embarrassant, encore plus. Mais c'est pourquoi il importe aussi de s'interroger sur ce qui pousse une administration publique chargée d'honorer les morts de guerre à défendre (en public!) qu'il est juste de passer à une distinction antihistorique et partisane entre des vies sacrifiées d'un côté et des vies sacrifiées de l'autre, et ceci face au fait qu'elles ont combattu côte à côte, dans la même armée, pour vaincre leur ennemi commun. Quels sentiments, quelles forces politiques, quel projet de propagande ont motivé cette initiative scandaleusement irrespectueuse? Quelle est la motivation idéologique qui pousse un Christian Lübcke à soumettre sous censure l'apologie de soldats morts qui, s'ils étaient vivants, n'auraient aucune idée du projet propagandiste qui abuse leur sacrifice?

Le D-Day à sa 70^e célébration: les honneurs réservés aux «bons» seulement

Je me souviens d'avoir posé ce même genre de questions en juin 2015, lorsque John Kerry et d'autres dirigeants alliés se sont joints aux vétérans de leurs armées sur les plages de Normandie pour commémorer ensemble le 70^e anniversaire du «Jour J» et la défaite imminente des nazis. Le secrétaire d'Etat d'Obama n'a pas hésité à tenir de grands discours sur les héros de la guerre tout en ayant obstinément exclus les Russes des cérémonies. Kerry et consorts avaient déjà refusé d'assister aux célébrations du 9 mai à Moscou entrepris dans le même élan de rendre hommage aux victimes de leur victoire. Compte tenu du rôle essentiel et des sacrifices exceptionnels que l'Armée rouge a consentis pour la cause des Alliés, cette attitude m'a paru tout à fait accablante.

Ces événements se sont déroulés de la sorte un an après le coup d'Etat en Ukraine, encouragé et téléguidé par les Etats-Unis, il convient de le noter – un an après le début de la stratégie de Washington consistant à instrumentaliser le régime installé à Kiev comme le fer de lance de sa campagne visant à provoquer et menacer la Fédération de Russie jusqu'à sa frontière occidentale.

A cette époque, plusieurs esprits indépendants se sont souvenus de cette vieille blague répandue d'antan: «Comme disent les Soviétiques, l'avenir est déjà tout tracé. C'est le passé qui est encore aléatoire!» Ainsi certains faisaient-ils référence aux personnalités qui disparaissaient des photographies officielles, à la réécriture de textes et à la manipulation des archives pendant les années staliniennes.

Un comportement inexcusable

En prenant date de l'exclusion des vétérans et des officiels russes des cérémonies de Normandie, nous avons assisté, ces sept dernières années, à ce que l'Occident est devenu de plus en plus soviétique dans son non-respect et son exploitation du passé. Depuis l'intervention russe en Ukraine de ce février, ce type de comportement inexcusable est devenu endémique, et ce d'autant plus que les dirigeants et les institutions occidentales s'y livrent sans scrupule, sans conscience et assurément sans aucune gêne. C'est comme si l'histoire de l'humanité et la discipline historique avait perdu tout respect public et qu'elles pouvaient

donc servir de prétexte, en sorte d'un grand basar ouvert à chacun à la diffamation ou à l'effacement pur et simple d'autrui.

Des centaines de monuments démolis

L'été dernier, la Lettonie a démoli à Riga, sa capitale, le plus grand monument de l'ère soviétique commémorant la victoire

sur le nazisme, sous les yeux de la minorité russophone. L'Estonie n'a pas tardé à lui emboîter le pas, un exercice qui, dans son cas, a touché des centaines de statues et d'autres types de monuments commémoratifs. Kaja Kallas, le premier ministre estonien, l'a expliqué ainsi: «Il est évident que l'agression russe en Ukraine a rouvert au sein de notre société des blessures que ces monuments communistes nous rappellent, et qu'il faut donc les faire disparaître de l'espace public pour éviter des tensions supplémentaires.»

Je n'ai pas la moindre idée de ce que Kallas voulait dire par ces remarques, qui semblent refléter une pensée confuse, exempte de toute facticité. Comme je le dis toujours, à pensée confuse, langage opaque. Nous avons donc d'un côté Christian Lübcke qui nous expose sa volonté manifestement nationaliste et historiquement révisionniste de saccager l'histoire en falsifiant des documents et – ira-t-il aussi loin? – en gravant de nouvelles pierres tombales, au nom de l'opposition au nationalisme et au révisionnisme historique. De l'autre côté, nous avons Kaja Kallas qui rouvre les blessures du corps politique letton en prétendant les guérir.

Nationalisme, identité – il faut respecter les faits historiques

A dire vrai, il faut aller chercher plus loin que Christian Lübcke, Kaja Kallas et les autres fonctionnaires qui supervisent ces projets pour comprendre leur point de vue. Je reviens donc à ces pensées parasites que j'ai mentionnées plus tôt, en rapport avec le nationalisme, l'identité nationale, l'histoire et la mémoire.

Ernest Renan, historien français, exégète de la bible, philosophe, philologue, critique, a prononcé à la Sorbonne, en 1882, une conférence qui a résisté jusqu'à nous et que l'on cite encore de temps en temps. Son titre est «*Qu'est-ce qu'une nation?*» Parmi ses extraits les plus marquants, on trouve celui-ci:

«L'oubli, je dirais même l'erreur historique, est un facteur essentiel dans la constitution d'une nation... L'essence d'une nation réside dans le fait que chacun de ses membres, à titre individuel, a avec l'ensemble de ses concitoyens beaucoup de choses en commun, mais aussi qu'il en a oublié bien d'autres.»

Renan avait ses raisons bien à lui d'avancer ces pensées étonnamment directes. Dans les années 1880, la France était sur le point de se transformer en une nation moderne. Ses identités régionales et ses dialectes – le breton, l'alsacien, l'occitan – étaient des obstacles pré-modernes au projet. Il fallait les maîtriser et, avec le temps, les éliminer du discours national, comme s'il s'agissait d'ornements artistiques gênants.

J'ai toujours trouvé les réflexions de Renan sur la nationalité à la fois désagréables et diaboliquement vraies. Cela nous amène au point crucial de toutes les suppressions et défigurations officielles que j'ai mentionnées et même de toutes celles dont je n'ai pas parlé. En effet, la véracité du récit historique est très souvent victime du processus de création des nations et des identités.

Quel était le but de toutes ces retouches et autres suppressions sur les vieux clichés de l'Union soviétique, en particulier, mais pas uniquement, pendant les années staliniennes?



Pierre tombale au cimetière de Hambourg-Ohlsdorf en mémoire des soldats soviétiques tombés sur le sol allemand. (photo wiki commons)

Il s'agissait de construire une histoire nationale aux lignes très épurées, faciles à lire, en rapport avec une version imaginaire de l'harmonie socialiste à laquelle les citoyens soviétiques pouvaient s'identifier.

L'effacement du passé – un projet devenu occidental

Qu'est-ce que Kerry et les autres dirigeants occidentaux, présents en Normandie il y a sept ans – Français, Britanniques, Allemands, Polonais – ont cherché à atteindre? Ils ont voulu présenter à leurs peuples une version de la Seconde Guerre mondiale qui soit convaincante, qui inspire la fierté nationale et, surtout, qui fasse abstraction du véritable passé, celui où la présence des Russes et de la Russie avait été décisive.

Cela correspond entièrement au projet imposé désormais à l'Occident, qui repose dans une fâcheuse mesure sur l'oubli. Je trouve un certain réconfort dans la voix de Katharina Fegebank, maire adjointe de Hambourg, qui s'est exprimée à l'occasion du Volkstrauertag, le jour de deuil national en Allemagne, qui tombait cette année sur le 13 novembre, et qui a dit à cette occasion: «Il nous appartient aujourd'hui et chaque jour de penser à ces gens et aux millions de ceux qui sont tombés victimes de la guerre et de la violence. Nous sommes rassemblés ici pour défendre la Paix et la liberté, contre le racisme, l'antisémitisme et l'exclusion.» Les Katharina Fegebank de notre époque sauront-elles résister à l'oubli qui nous est imposé, à nous, Occidentaux? C'est la question que nous nous posons chaque jour.

A l'époque d'Ernest Renan, un Breton ou un Occitan était supposé ne plus être Breton ou Occitan, mais devenir Français. Ce grand dessein, en partie imposé par la force, connut un accomplissement laborieux et suscita parfois d'amères résistances. [...]

Un oubli pernicieux

Le phénomène d'oubli caractérisant notre époque est d'un autre ordre, me semble-t-il. Il est beaucoup plus insidieux. L'objectif est de créer une nouvelle conscience, comme à l'époque de Renan, mais dans notre cas, au XXI^e siècle, cela doit se faire par le biais d'un rétrécissement radical de nos capacités mentales, d'un appauvrissement radical de la pensée au nom d'une hégémonie néolibérale, c'est-à-dire d'un dépouillement radical des possibilités, d'un enfermement radical dans les murs d'un autre ordre mondial bifurqué où aucun des deux camps ne peut voir l'autre par-dessus ces murs. Dans un tel univers, si nous l'acceptons collectivement sans résistance, notre avenir sera fixé et notre passé de plus en plus incertain. •

¹ <https://www.zeit.de/news/2022-11/13/sowjetische-kriegsgraber-volksbund-will-differenzieren>

² <https://www.theguardian.com/world/2022/aug/16/estonia-removes-soviet-era-tank-monument-amid-russia-tensions-narva>

³ https://austria-forum.org/attach/AEIOU/%C3%96sterreichbewusstsein/Renan_Was%20ist%20eine%20Nation.pdf

Source: <https://scheerpost.com/2022/11/25/patrick-lawrence-why-do-nations-erase-the-past/> du 25/11/22; reproduction avec l'aimable autorisation de l'auteur

Angela Merkel dévoile la duplicité de l'Occident

«Il semble que la guerre ait été la seule option jamais envisagée par les adversaires de la Russie»

par Scott Ritter

De récents commentaires formulés par l'ancienne chancelière allemande Angela Merkel ont mis en lumière la duplicité du jeu joué par l'Allemagne, la France, l'Ukraine et les Etats-Unis avant l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février.

Alors que le soi-disant «Front de l'Ouest» (les Etats-Unis, l'OTAN, l'Union européenne et le G7) continue de prétendre que l'invasion de l'Ukraine par la Russie était un acte d'agression sans provocation, la réalité est bien différente: On a trompé la Russie en lui faisant croire qu'il existait une solution diplomatique aux violences qui avaient éclaté dans la région du Donbass, dans l'est de l'Ukraine, à la suite du coup d'Etat de Maidan à Kiev en 2014, qui avait été soutenu par les Etats-Unis. Au lieu de quoi, l'Ukraine et ses partenaires occidentaux ne faisaient que gagner du temps jusqu'à ce que l'OTAN puisse mettre en place une armée ukrainienne capable de capturer le Donbass dans son intégralité, ainsi que d'expulser la Russie de Crimée.

Dans une interview accordée récemment au magazine *Die Zeit*, M^{me} Merkel a fait allusion aux accords de Munich de 1938. Elle a comparé les choix que l'ancien Premier ministre britannique *Neville Chamberlain* a dû faire face à l'Allemagne nazie à sa décision de s'opposer à l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN, lorsque la question a été soulevée lors du sommet de l'OTAN à Bucarest en 2008. En retardant l'adhésion à l'OTAN, puis en faisant pression en faveur des accords de Minsk, M^{me} Merkel pensait gagner du temps pour permettre à l'Ukraine de mieux résister à une attaque russe, tout comme Chamberlain pensait gagner du temps pour permettre au Royaume-Uni et à la France de rassembler leurs forces contre l'Allemagne d'Hitler.

Le bilan de cette rétro-analyse est stupéfiant. Oubliez, pour un instant, le fait que M^{me} Merkel comparait la menace posée par le régime nazi d'Hitler à celle de la Russie de *Vladimir Poutine*, et concentrez-vous plutôt sur le fait que M^{me} Merkel savait que l'invitation de l'Ukraine à rejoindre l'OTAN déclencherait une réponse militaire russe. Plutôt que d'écarter catégoriquement cette possibilité, M^{me} Merkel a mené une politique visant à rendre l'Ukraine capable de résister à ce genre d'attaque russe. Il semble que la guerre ait été la seule option jamais envisagée par les adversaires de la Russie.

Poutine: Minsk était une erreur

Les commentaires de M^{me} Merkel vont de pair avec ceux formulés en juin par l'ancien

Angela Merkel: «Les accords de Minsk de 2014 était une tentative de donner du temps à l'Ukraine»

«Et l'accord de Minsk de 2014 était une tentative de donner du temps à l'Ukraine. Elle a également utilisé ce temps pour devenir plus forte, comme on le voit aujourd'hui. L'Ukraine de 2014/15 n'est pas l'Ukraine d'aujourd'hui. Comme on l'a vu avec la bataille pour Debaltseve [ville de cheminots dans le Donbass, oblast de Donetsk, ndlr] début

2015, Poutine aurait pu facilement la déborder à l'époque. Et je doute fort que les pays de l'OTAN auraient pu faire autant à l'époque qu'aujourd'hui pour aider l'Ukraine.»

Interview d'Angela Merkel dans le «Zeit» du 7/12/22

(Traduction *Horizons et débats*)

président ukrainien *Petro Porochenko* à plusieurs médias occidentaux. «Notre objectif», avait déclaré Porochenko, «était en premier lieu de faire cesser la menace, ou du moins de retarder la guerre – de s'assurer un délai de huit ans pour rétablir la croissance économique et créer des forces armées puissantes.» Porochenko a clairement indiqué que l'Ukraine ne s'était pas rendue en toute bonne foi à la table des négociations concernant les accords de Minsk.

Poutine, lui aussi, est parvenu à cette conclusion. Lors d'une récente réunion avec les épouses et les mères des troupes russes combattant en Ukraine, y compris quelques veuves de soldats tombés au combat, Poutine a reconnu que les accords de Minsk avaient été une erreur et que le problème du Donbass aurait dû être résolu à l'époque par la force des armes, compte tenu notamment du mandat que lui avait confié la Douma russe concernant l'autorisation d'utiliser les forces militaires russes en «Ukraine», et pas seulement en Crimée.

La tardive prise de conscience de Poutine devrait donner des frissons à tous ceux qui, en Occident, sont encore convaincus qu'il est possible de parvenir à un règlement négocié du conflit russo-ukrainien. Il n'est pas un seul des interlocuteurs diplomatiques de la Russie qui ait fait preuve d'un minimum d'intégrité lorsqu'il s'est agi de s'engager honnêtement et donc de façon crédible

en faveur d'une résolution pacifique des violences ethniques qui ont découlé des événements sanglants du Maidan en février 2014, lesquels ont entraîné le renversement d'un président ukrainien démocratiquement élu et certifié par l'OSCE.

Réponse à la résistance

Lorsque les russophones du Donbass ont résisté au coup d'Etat et se sont battus pour préserver cette élection démocratique, ils ont proclamé leur indépendance vis-à-vis de l'Ukraine. La réponse du régime putschiste de Kiev a été de déclencher à leur encontre pendant huit ans une violente agression militaire, ce qui a provoqué la mort de milliers de civils. Poutine a attendu huit ans pour leur faire reconnaître cette indépendance, puis a lancé en février une invasion à grande échelle du Donbass. Il avait auparavant temporisé en espérant que les accords de Minsk, garantis par l'Allemagne et la France et approuvés à l'unanimité par le Conseil de sécurité de l'ONU (y compris par les Etats-Unis), permettraient une résolution de la crise en conférant une autonomie au Donbass, qui serait cependant resté partie intégrante de l'Ukraine. Mais le gouvernement de Kiev n'a jamais appliqué les accords et les Occidentaux n'ont pas exercé de pression suffisante pour qu'il le fasse.

Le désengagement dont a fait preuve l'Occident, alors que s'effondraient tous les fon-

Qui sème le vent, récolte la tempête. A la réflexion, M^{me} Merkel n'avait pas tort de citer les Accords de Munich en 1938 comme un précédent à la situation actuelle en Ukraine. La seule différence est qu'il ne s'agissait pas dans ce cas de nobles Allemands cherchant à repousser les brutes russes, mais plutôt d'Allemands (et d'autres Occidentaux) déloyaux cherchant à tromper des Russes crédules.



Scott Ritter (photo mad)

Scott Ritter est un ancien officier de renseignement du corps des Marines américains qui, au cours de sa carrière de plus de 20 ans, a notamment travaillé dans l'ex-Union soviétique à la mise en œuvre d'accords de contrôle des armements, dans l'état-major du général américain *Norman Schwarzkopf* pendant la guerre du Golfe et, plus tard, comme inspecteur en chef des armes de l'ONU en Irak de 1991 à 1998.

dements de la légitimité présumée - qu'il s'agisse des observateurs de l'OSCE (dont certains, selon la Russie, fournissaient à l'armée ukrainienne des renseignements sur les forces séparatistes russes), du Format Normandie réunissant l'Allemagne et la France, censé garantir la mise en œuvre des accords de Minsk, ou encore des Etats-Unis, dont l'assistance militaire «défensive» autoproclamée à l'Ukraine de 2015 à 2022 n'était guère plus qu'un loup déguisé en agneau - tous ces éléments n'ont fait que souligner la dure réalité: il ne pourra jamais y avoir de règlement pacifique des problèmes qui sous-tendent le conflit russo-ukrainien.

Et il n'y en aura jamais

Il semblerait que la guerre ait été la solution privilégiée par le «Front occidental» et qu'elle soit également celle que recherche la Russie aujourd'hui.

Qui sème le vent, récolte la tempête.

A la réflexion, M^{me} Merkel n'avait pas tort de citer les Accords de Munich en 1938 comme un précédent à la situation actuelle en Ukraine. La seule différence est qu'il ne s'agissait pas dans ce cas de nobles Allemands cherchant à repousser les brutes russes, mais plutôt d'Allemands (et d'autres Occidentaux) déloyaux cherchant à tromper des Russes crédules.

Cela ne pourra que mal finir pour l'Allemagne, l'Ukraine ou quels que soient les autres qui, en se drapant dans le manteau de la diplomatie, ont dissimulé l'épée qu'ils tenaient cachée dans leur dos.

(Traduction *Horizons et débats*)

La logique de la guerre:

«Anxieux que la guerre puisse prendre fin ...»

ds. Dans son édition du 30 novembre 2022, à la page 3, le «Neue Zürcher Zeitung» a ainsi titré son article «L'approvisionnement américain en armes s'amointrit». Il parlait de «pénuries en différents systèmes d'armes» et de leur approvisionnement.

Il est peu probable que *Joe Biden* ne change d'avis par rapport à l'Ukraine. La détermination du gouvernement états-unien d'éviter une victoire russe s'exprime en chiffres concrets. Le Congrès aurait débouqué 68 milliards de dollars destinés à l'aide militaire en faveur de l'Ukraine dont les trois quarts seraient déjà épuisés ou planifiés. Récemment, la Maison Blanche aurait même sollicité le Parlement à augmenter la somme de 38 milliards de plus, toujours pour l'Ukraine.

Grâce à cela, conclut l'article mentionné, l'Ukraine aurait fait preuve de sa capacité à tourner la page sur les «champs de bataille» dans l'Est et le Sud de l'Ukraine. La livraison d'obusiers et de plus de 800 000 d'obus d'artillerie aurait été décisive. Les forces armées ukrainiennes porteraient à explosion jusqu'à 7 000 salves d'artilleries par jour, toujours est-il que les stocks américains iraient en s'affaiblissant désormais.

Il y aurait aussi des pénuries dans le domaine des lance-roquettes multiples. D'abord, il faudra les produire. Une fois produits, il faudra, selon la même source, des mois, voire des années avant qu'ils n'arrivent sur le front.

Les entreprises d'armement rechigneraient d'augmenter trop précipitamment leurs capacités de production parce que le gouvernement ne se serait pas engagé à long terme à acheter des armes. «Elles craignent donc que la guerre se termine, qu'elles ne disposent pas de suffisamment de commandes et qu'elles restent abandonnées sur leurs usines agrandies.» [mise en relief réd.]

N'oublions pas que ce sont deux puissances nucléaires qui s'affrontent en Ukraine, la Russie et les Etats-Unis. Il n'y aura pas de victoire sur les champs de batailles. Un jour ou l'autre, les armes devront se taire.

En Russie et en Ukraine, il y a des familles qui pleurent parce qu'elles ont perdu leurs enfants, leur mari ou leur épouse, leurs frères et leurs sœurs, leurs parents et leurs grands-parents. Il en est qui ont tout perdu.

La livraison d'armes ne fait que prolonger la guerre et crée davantage de souffrances encore. Il faut un cessez-le-feu immédiat. •

La Hongrie s'efforce d'obtenir la paix

Le mouvement citoyen hongrois «Forum pour la Paix» soutient l'attitude du gouvernement hongrois de s'engager à obtenir une solution pacifique du conflit en Ukraine. Nous considérons que quant à la réunion des Ministres des Affaires étrangères de l'OTAN, *Péter Szijártó* a attiré, à juste titre, l'attention sur le fait que le dialogue stratégique avec la Russie doit se substituer aux débats liés aux soutiens militaire et financier élargis en faveur de Kiev. Nous consentons également à ce que la Hongrie oppose son veto à l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN. Toujours est-il que la Hongrie ne le fait pas en invoquant la Paix de notre pays ni celle de l'Europe tout entière, mais dirigeant son attention sur la violation des droits ethniques des Hongrois de Transcarpatie qui n'ont toujours pas été réparés. Le mouvement citoyen est d'avis que les droits de nos compatriotes hongrois ne seront respectés qu'à condition que l'obstacle principal, c'est-à-dire le gouvernement chauvin à Kiev disparaisse. Nos compatriotes ne peuvent pas espérer une amélioration de leur sort tant que l'Otan soutiendra Kiev. Bien au contraire, les jeunes servent de chair à canon aux besoins de la nation dirigeante au service des intérêts américains. Le forum estime que la solution est liée à

la garantie des intérêts légitimes de sécurité de la Russie, avancés le 15 décembre 2021. La Russie a déclaré publiquement et sans ambages que le moment où ses exigences de sécurité seront acceptées coïncidera avec celui où elle se déclarera prête à les assurer également à d'autres pays, dans le cadre du système européen de coopération basé sur l'autodétermination des peuples. Tant que l'OTAN, et ci-inclus également la Hongrie, n'accepteront pas les revendications légitimes de la Russie, il n'y aura pas de Paix, situation qui ne perpétue pas seulement l'enfreinte des droits de la minorité hongroise en Ukraine mais de la Paix de notre pays entier qui, elle, ne sera garantie pas non plus.

Association for the Rule of Law, Hungarian Anti-Fascist League, Labor Party, Hungarian Community for Peace; István Balog, Tibor Bogdár, Zolt Fehérvári, József Hajdú, Balázs Hetényi, Tamás Hirschler, Ferenc Kleinheincz, Gyöngyi Krajcsovics, József Zolt Nagy, László Petrás, István Salga, Endre Simó Gyula Thurmer

Source: Déclaration du Forum pour la Paix hongrois, Budapest, du 1^{er} décembre 2022

(Traduction *Horizons et débats*)

La formation professionnelle suisse défiée par un nombre record de ruptures de contrats d'apprentissage

par Marianne Wüthrich, diplômée d'université (doctorat) et de formation professionnelle, membre du corps enseignant d'école professionnelle de longue durée

«Jamais autant de jeunes n'ont interrompu leur apprentissage», titrait récemment le *Tages-Anzeiger* en citant des chiffres redoutables: 22,4 pour cent des apprentis qui ont commencé leur formation en 2017.¹ Cependant, un peu de réconfort réside dans le fait qu'une partie des ruptures de contrat n'est liée qu'au changement d'entreprise ou de métier, accompagnée d'un nouveau contrat d'apprentissage. Mais le fait reste inquiétant à l'extrême: malgré le bon ancrage et la grande perméabilité du système dual de formation professionnelle suisse, au renom international, près d'un quart des contrats d'apprentissage ne débouchent pas sur l'accomplissement de l'apprentissage commencé.

«Qu'est-ce qui ne va pas dans la formation professionnelle?», se demandent les auteurs, «Et comment y remédier?» Naturellement, il n'y a pas de réponses simples à ces questions. Il ne fait aucun doute que la conjonction de plusieurs causes conduit souvent à une interruption de l'apprentissage. L'article mentionne les causes suivantes: mauvais choix de profession ou de place d'apprentissage, problèmes sanitaires, performances insuffisantes des apprentis ainsi que «manquement aux obligations, conflits et environnement privé». Plus rarement, la faillite ou la fermeture de l'entreprise formatrice sont des causes. Ces motifs de résiliation de l'apprentissage ne sont pas nouveaux, mais une question majeure se pose inévitablement: pourquoi les interruptions augmentent à ce point aujourd'hui? Et une autre question en découle: comment y faire contrepoids de manière judicieuse, c'est-à-dire pour le bien des jeunes et de la société?

L'approche humaine plutôt que de nouveaux profils professionnels

Les jeunes de la génération dite Z (nés après 1996) «requièrent de plus en plus souvent un métier qui ait du sens. Ce qu'ils n'acceptent pas s'est de se voir réduits à de simple main-d'œuvre bon marché». C'est du moins l'avis du vice-directeur de *Pro Juventute*, repris dans l'article cité. En tant qu'enseignante expérimentée de l'école professionnelle, cela m'étonne. En effet, il y a quarante ans déjà, la plupart de mes jeunes apprentis voulaient un métier qui «ait du sens», il est vrai. Mais à l'époque déjà, je n'ai guère rencontré d'entreprises où les maîtres d'apprentissage ne faisaient pas de leur mieux pour éveiller le plaisir du métier et la fierté de maîtriser les travaux chez leurs apprentis.

Dans son commentaire sur l'article cité, Dominik Balmer a certainement raison quand il écrit: «Il se peut en effet que la génération Z manque parfois de mordant et d'ambition. Mais l'économie doit s'en accommoder. Elle n'a pas le choix, ne disposant pas de la possibilité d'échanger le personnel».² Dans les associations sectorielles, les responsables

de la formation, souvent désespérément à la recherche d'apprentis compétents, en sont conscients. Ainsi, Reto Hehli, représentant de l'association Carrosserie Suisse (42,9 pour cent des peintres en carrosserie abandonnent leur apprentissage!) met le doigt sur le fait que, dans les garages automobiles, de nombreux jeunes débutants professionnels sont perplexes face à la nécessité «de devoir rester debout toute la journée et, le cas échéant, de soulever de lourdes portes ou des capots». Parallèlement, les associations s'efforcent également de «moderniser» l'image de leurs métiers.

Ces efforts auront-ils l'effet escompté? Souvent, la voie directe de la démonstration pratique et de la réorientation vers les relations humaines constitutives à chaque processus de formation apporte davantage qu'un slogan futé. Ainsi, par exemple, tous les élèves suisses de 8^e/9^e année scolaire envisageant un apprentissage professionnel effectuent un ou plusieurs stages d'initiation dans différents métiers. Ceux qui doivent mettre la main à la pâte dans une entreprise formatrice et prouver leurs connaissances scolaires par des tests, pendant quelques jours, voire une semaine entière, vivent les exigences réelles de près. Les formateurs et les apprentis que le candidat rencontre sont les interlocuteurs appropriés pour répondre à ses questions et à ses doutes. A cela s'ajoute l'expérience personnelle accumulée au cours d'autres stages d'essai qu'il aura accomplis. Il s'agit également d'un avantage pour l'entreprise et ses formateurs: l'expérimentation de ce court stage de repérage est la meilleure façon de se faire une idée du candidat. Est-il ponctuel, fiable, prêt à se faire démontrer une technique et à l'intérioriser? Est-il ouvert? Sait-il écouter, communiquer, lire, écrire et calculer?

En ce qui concerne le travail physiquement éprouvant, chaque année, j'étais impressionnée de voir comment les adolescents de 15 ou 16 ans – qui venaient de passer une période de scolarité assez confortable lors de leur dernière année de scolarité obligatoire – commençaient à se transformer en jeunes vigoureux en l'espace de quelques mois. Notamment ceux qui travaillaient comme installateurs électriques sur un chantier, par exemple, exposés à toutes les intempéries. Rares étaient ceux qui se plaignaient, la plupart d'entre eux étaient fiers de leurs performances, se rendant compte de leurs forces physiques et mentales croissantes. Cela est-il hors des limites des jeunes d'aujourd'hui? Quoi qu'il en soit, miser sur la force liée à l'exercice pratique et aux relations humaines qui l'accompagnent est plus contraignant que jamais.

Davantage de prévention contre la «charge mentale accrue» – remède contestable

Le collaborateur de *Pro Juventute* déjà cité est d'avis qu'aujourd'hui de nombreux jeunes

seraient confrontés à une «crise multiple» qui les affecterait, faisant référence à la crise climatique, à la pandémie de Corona et à la guerre en Ukraine. Selon lui, si les jeunes allaient mieux sur le plan émotionnel, il y aurait moins de résiliations de contrat d'apprentissage. Les cantons auraient le devoir de veiller à prévenir la «charge psychique accrue» devant laquelle se trouveraient davantage d'enfants et des jeunes, écrit-il.³

En ce qui concerne la «charge psychique», il faut absolument élargir notre perspective. Vu le nombre croissant d'enfants et d'adolescents qui arrivent de tous les coins du monde et qui sont intégrés dans nos classes, nous sommes amenés à un constat. Une grande partie d'eux viennent de vivre des situations de vie difficiles allant de la guerre à la misère. Face à ces réalités, n'est-il pas honteux de parler de «charge psychique accrue» qui déferait notre jeune génération en Suisse, et ceci en se basant sur la seule hypothèse que nos enfants se trouveraient face à une crise multiple qui se serait répandue après quelques mois du Coronavirus qui les «auraient isolés de leurs copains» et d'autres «arguments» de cette qualité? Non, vraiment, ajouter la crise climatique aux facteurs expliquant l'interruption en croissance de l'apprentissage professionnel suisse frôle l'absurde.

Un facteur effectif: les déficits en aptitudes scolaires de bases

Les performances scolaires insuffisantes des apprentis ne sont que brièvement évoquées dans l'article cité. Une chose reste évidente: nos entreprises ont besoin de jeunes diplômés professionnels qui savent lire, écrire et calculer dans la mesure exigées de nos réalités, qui arrivent à l'heure sur leur lieu de travail, qui saluent les clients de manière décente et qui se laissent guider par le maître d'apprentissage sans constamment se plaindre ou afficher de «je m'en-foutisme».

De nombreux représentants du domaine économique avaient espéré que le *Plan d'études 21* et le changement de paradigme scolaire qu'il implique rendraient les apprentis débutants plus «compétents». Bien que toute une génération du corps enseignants d'alors et les critiques se soient efforcés de les aviser des omissions qu'il figeait, le *Plan d'études 21* est entré en vigueur sur la quasi-totalité des cantons de Suisse allemande, grâce à une propagande massive de l'Etat qui n'était ni fondée ni honnête. Face à l'enseignement désordonné qui en a résulté tous azimuts, de nombreux jeunes gens, nos apprentis notamment, ne disposent plus des bases scolaires solides et indispensables à une vie professionnelle «faisant du sens».

Le nombre exact des contrats d'apprentissage résiliés en raison des défaillances de per-

formances scolaires et professionnelles reste obscur, mais mon expérience professionnelle de longue date me dit qu'une grande partie des ruptures d'apprentissage y trouvent leur base profonde, ainsi que dans les baisses de performance dues à la toxicomanie ou aux jeux vidéo, phénomènes devenus excessifs. Dans certaines professions, l'avalanche de «compétences» liées au *Plan d'études 21* qui continue d'embrouiller les esprits (surtout en Suisse allemande) peut également entraîner des abandons (surtout dans le corps enseignant). Les choses étant ce qu'elles sont, trouver une solution adéquate n'est pas facile et n'est possible que si les jeunes s'y sentent intégrés.

«Mauvais choix professionnel» – résilier l'apprentissage ou continuer?

En cas de difficultés personnelles de l'apprenti, dans la relation apprenti-maître d'apprentissage ou si les jeunes souhaitent changer de métier, les adultes impliqués se trouvent souvent devant le choix: est-il judicieux de les encourager à continuer sur la voie empruntée ou faut-il plutôt les encourager à changer – et laquelle des deux options les réconfortera le mieux? En fin de compte, c'est la décision du jeune qui sera la bonne, mais les adultes impliqués doivent néanmoins faire preuve d'empathie et de détermination pour que l'adolescent se sente pris au sérieux et qu'il ait confiance en ce qu'ils lui proposent être possible ou nécessaire.

Après avoir passé plus de trois décennies en tant qu'enseignante permanente au sein d'une école professionnelle dans une cité suisse, je me rappelle les cas de nombreux élèves qui auraient préféré apprendre un autre métier à un moment donné, mais qui, pour diverses raisons, se sont finalement retrouvés à leur place d'apprentissage. J'ai pu me rendre compte que la plupart d'entre eux se sont familiarisés avec leur métier d'apprentissage lorsqu'ils bénéficiaient d'un bon environnement dans l'entreprise. J'ai rencontré un bon nombre de jeunes femmes et de jeunes hommes qui avaient vécu des expériences négatives à l'école obligatoire et qui ont pu se rattraper et progresser, autant dans leur entreprise formatrice qu'à l'école professionnelle. Je les ai encouragés à exercer leur ancien métier de prédilection ou à suivre une formation continue après avoir été reçu par leur cap, voie que nombreux et nombreuses d'entre eux ont suivi avec succès, à ma très grande satisfaction. Mais je me souviens aussi d'un exemple où, après avoir longuement essayé d'être en phase avec le maître d'apprentissage, j'ai aidé un de mes jeunes gens à changer de place d'apprentissage, car il risquait de perdre tout son courage et son plaisir dans son travail. Ce fut toute la classe qui contribuait à lui trouver une nouvelle place. Une telle situation «modèle» est plutôt rare, mais en tant qu'enseignant, il faut avoir l'expérience de la «flairer». Rares sont les fois où j'ai été confrontée à une entreprise formatrice qui devait déposer son bilan. Quelle chance Suisse! Dans les quelques cas où s'est arrivé, les jeunes gens concernés avaient tout de même trouvé refuge dans l'entreprise d'un camarade de classe.

Contribuons autant que possible à maintenir en vie le système dual suisse de formation professionnelle, bénéfique pour notre jeunesse et notre cohésion sociale! •

Le système de formation professionnelle duale, facteur de cohésion sociale

mw. «Le système de formation professionnelle en Suisse qui s'est développé au fil du temps [...] conduit à une initiation au monde du travail, et ceci au juste moment, dès l'âge de 15 ou 16 ans déjà. Il aide les jeunes rencontrant des difficultés scolaires ou issus de milieux à faible niveau d'instruction à développer leurs aptitudes manuelles, exemptes de celles d'école, et il confronte très tôt les jeunes aux difficultés liées aux réalités concurrentielles régissant le marché du travail. [...] Mais quelle que soit sa difficulté [...], le jeune atteint une meilleure employabilité et un standard plus élevé de qualité et de maîtrise des règles innées à chaque branche professionnelle». (Rudolf H. Strahm. Warum wir so reich sind. (Les causes de nos richesses). Berne 2010, p. 68 s.)

Lors du championnat du monde des métiers, *WorldSkills 2022*, l'équipe nationale des apprentis suisses a une nouvelle fois obtenu d'excellents résultats en remportant 19 médailles dans 34 disciplines (<https://www.swiss-skills.ch/fr/news/16864/la-suisse-championne-du-monde-dans-cinq-disciplines-des-worldskills-la-suisse-finit-en-beautés-champonnats-du-monde-des-métiers-en-se-hissant-au-rang-de-meilleure-nation-européenne>). Comme l'explique Rudolf H. Strahm, ces succès sont également dus à la qualité du système de formation professionnelle suisse.

Un exemple tiré du quotidien: récemment, un menuisier a effectué une réparation avec son apprenti dans notre logement. Le jeune homme était vraiment sur les starting-blocks, prêt à mettre la main à la pâte lorsque son maître d'apprentissage s'adressait à lui. Il était en première

année d'apprentissage, m'a-t-il expliqué, et on pouvait sentir à quel point cela le renforçait d'être utile comme collaborateur et d'apprendre son métier en même temps, trois jours par semaine dans l'entreprise et deux jours à l'école professionnelle.

Ils existent donc les «apprentis bien-heureux» et ils sont mêmes majoritaires. Comme Rudolf H. Strahm l'a décrit il y a plus de dix ans, le système dual de formation professionnelle est nécessaire pour intégrer les élèves les plus faibles ou ceux issus de familles de cultures et de langues différentes, aujourd'hui plus que jamais, mais aussi pour les plus performants qui préfèrent «créer quelque chose de leurs mains» plutôt que de fréquenter le lycée: Grâce à la perméabilité du système éducatif suisse, toutes les voies restent ouvertes.

Le système de formation professionnelle – élément important de la cohésion sociale et nationale

«Le système de formation professionnelle duale est un facteur essentiel de productivité et de compétitivité. Mais il est aussi le principal facteur d'intégration sociale, de cohésion sociale et nationale, et de prévention ou du moins de limitation de la pauvreté. [...] En comparaison internationale, grâce à son système de formation professionnelle duale, la Suisse fait entrer une plus grande proportion de jeunes et d'adultes dans la vie active et présente donc le taux de chômage des jeunes le plus bas et le taux de chômage général le plus faible». (Rudolf H. Strahm. Warum wir so reich sind, p. 43)

Le système de la formation professionnelle duale repose sur la collaboration entre les cantons, qui prévoient aux écoles professionnelles, et les entreprises se déclarant prêtes à former des apprentis. Des PME en particulier (plus de 98 % des entreprises suisses), mais aussi de nombreuses grandes entreprises (en tout cas celles fermement établies dans le pays) assument cette tâche. Elles dépendent toutefois des cantons qui doivent assurer une formation scolaire adéquate, comme ils le font depuis le 19^e siècle.

Le fait que la plupart des entreprises trouvent naturel de contribuer à la formation professionnelle de nos jeunes résulte du modèle suisse de la démocratie directe. Elles le font tout naturellement, tout comme ceux qui accomplissent des travaux d'intérêt public (appelés «de milice» et ainsi sans rémunération) dans leur commune et dans des institutions sociales et culturelles ainsi que dans les associations toujours nombreuses, surtout en campagne.

Un de mes anciens collègues de l'école professionnelle employait quatre à cinq personnes dans son entreprise de machines agricoles tout en formant régulièrement deux apprentis. Un jour par semaine, il enseignait les connaissances professionnelles. A l'instar de la plupart des maîtres d'apprentissage, surtout dans les métiers artisanaux, il contribuait largement à la formation de ses apprentis en professionnels compétents, au cours d'activités qui lui permettaient de discuter avec eux des prochaines votations populaires et autres lors des pauses. Et cela au fur et à mesure de leurs expériences.

¹ Balmer, Dominik et Cornehl, Svenson. «Berufsbildung in der Schweiz. Noch nie haben so viele Junge ihre Lehre abgebrochen». Dans: *Tages-Anzeiger* du 30/11/22. Neueste Zahlen zum Lehrbeginn 2017, Bildungsverläufe bis 31.12.2021: <https://www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/statistiken/bildung-wissenschaft/uebertritte-verlaeuft-bildungsbereich/sekundarstufe-II/aufloesungen.html> (avec statistique)

² Balmer, Dominik. «Kommentar zu den Lehrvertragsauflösungen. Die Rekordzahlen sind ein Warnschuss». Dans: *Tages-Anzeiger* du 30/11/2022

³ Balmer, Dominik und Cornehl, Svenson. «Berufsbildung in der Schweiz. Noch nie haben so viele Junge ihre Lehre abgebrochen». Dans: *Tages-Anzeiger* du 30/11/22

L'esprit suisse – dissipé à jamais?

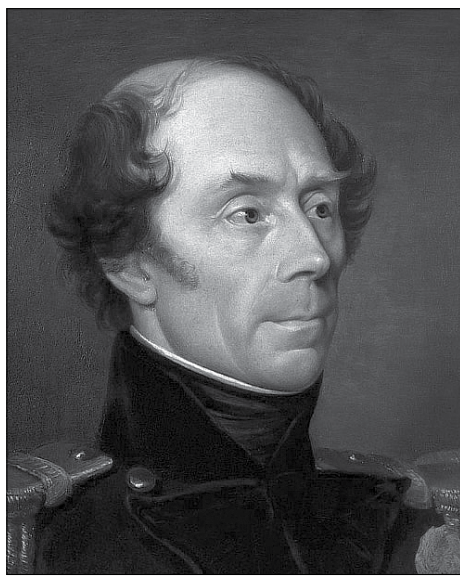
Reflexions sur quelques repères de l'histoire suisse à la lumière de l'actualité (2)

Le général suisse Guillaume Henri Dufour

par Peter Küpfer

Dans la première partie de cet essai sur l'essence de l'esprit suisse*, l'attention a été portée sur l'un des premiers déchirements internes qui ont mené la Suisse au bord de la scission imminente. Il s'agissait de l'une des premières disputes décisives au sein de la Confédération suisse naissante, attisées par des facteurs bien réels et ayant menacé la Confédération depuis sa fondation (en 1291). Ces disputes creusaient des fossés, se basant sur des tensions à dimension d'une constante historique, opposant les populations rurales à celles des villes. Sa force destructrice repose sur les mêmes facteurs qui, aujourd'hui encore, menacent l'unité de la Suisse dans d'autres circonstances: la méfiance mutuelle qui engendre, à son tour, la haine et le rejet, préalables à toute guerre.

A l'instar du premier article, celui-ci met aussi l'accent sur les forces positives qui agissent en dépit de celles provoquant la scission, celles susceptibles au contraire d'atténuer et d'éliminer cette méfiance qui a été décisive à chaque crise tendant vers la scission. Somme



Portrait de Guillaume Henri Dufour. Huile sur bois, par sa fille Anne Octavie L'Hardy-Dufour, 1840. (Collection privée; Bibliothèque de Genève, Archives A. & G. Zimmermann) (photo Historisches Lexikon der Schweiz)

toute, elle a débouché sur le visage moderne de la Suisse, une histoire que l'on peut à juste titre qualifier d'histoire à succès. La manière dont la Suisse a surmonté ses profondes crises montre qu'elle a trouvé moyen d'y remédier et que ces forces propices ont même donné vie à des impulsions vivifiantes à la démocratie qui se trouve en évolution permanente. Cette nouvelle qualité s'est fondée essentiellement sur le respect de l'opinion divergente, respect qui repose sur des couches plus profondes que les sentiments attisés qui envahissent actuellement notre vie politique quotidienne. Il en était pareil autrefois. L'exemple présenté ci-dessous, dédié au général suisse Guillaume Henri Dufour, le montre en toute évidence.

Ce n'est pas par hasard que le sommet de la plus haute montagne de Suisse, la crête du Mont Rose, située à 4634 mètres d'altitude sur la zone frontalière avec l'Italie, porte le nom de *Pointe Dufour*. Pour de nombreux Suisses d'aujourd'hui, l'acte et l'exemple qui ont conduit à cet hommage est toutefois tombé dans l'oubli. Ce n'est pas étonnant, sachant que l'on enseigne dans nos écoles (là où notre histoire est encore enseignée) qu'il faut avoir honte de notre passé. Je ne pourrais indiquer aucun autre pays européen où sa propre histoire est aujourd'hui traitée d'une façon autant négligée et méprisée que chez nous. Alors que la Suisse fut un pays jadis respecté du monde entier. Car avant que ce mépris de l'histoire suisse ait pris le haut du pavé, attisé par certains cercles, quantité de non-Suisses étaient convaincus que la Suisse portait à juste titre l'épithète honorifique de «berceau de la démocratie». Le fait

que l'on rejette aujourd'hui l'historiographie traditionnelle la qualifiant de «mythe national» ou, en se servant du terme à la mode, de pur «narratif», a manifestement davantage de raisons politiques que celles qui découlent d'analyses historiques sérieuses.

Il est d'autant plus indiqué de s'assurer des qualités du devenir de notre pays. Comme partout dans le monde où une chose solide peut naître et se maintenir, elle est liée à l'action d'hommes et de femmes remarquables qui avaient à cœur le bien de l'ensemble, le «bien commun», et non pas leurs optiques personnelles ou partisans seules. Au début du XIX^e siècle, période fatidique pour la Suisse, on retrouve à nouveau cette constante de l'histoire suisse mentionnée ci-dessus. Il est donc tout à fait remarquable que la Constitution de la Suisse moderne de 1848 ait vu le jour un an seulement après l'une des plus dangereuses épreuves intérieures de la Suisse moderne naissante, la «guerre du Sonderbund» au sein de la Confédération. Il s'agissait d'une véritable guerre civile, opposant des Suisses à d'autres Suisses, même si elle est heureusement restée limitée en termes de victimes humaines et de destructions. La Suisse doit cet acquis historique en premier lieu au courage civil et à la clairvoyance du chef militaire des troupes fédérales de l'époque, au général Guillaume Henri Dufour (1787–1875).

Prémices s'annonçant menaçants

Tout d'abord il s'agit de brièvement rappeler le point de départ et le déroulement de la guerre du Sonderbund de 1847. Dans les années quarante du XIX^e siècle, les tensions sociales et confessionnelles s'aggravèrent une fois de plus dans notre pays, et se radicalisèrent même sur différents sujets. Le politique et le religieux se sont alors mêlés. Les libéraux (radicaux) ont œuvré pour la transformation de l'ancienne Confédération suisse (l'alliance des cantons en confédérés restants souverains) en un Etat fédéré moderne, sur le modèle américain. Ce concept libéral prévoyait non seulement le fédéralisme et la démocratie parlementaire, mais aussi la stricte séparation de l'Eglise et de l'Etat ainsi que la scolarité publique obligatoire et laïque. En outre, les promoteurs de la mouvance libérale-radical réclamaient, certains de manière de plus en plus provocatrice, la fermeture des couvents et l'interdiction des jésuites. Tandis que le Zurich protestant (et majoritairement

libéral) nommait, comme professeur ordinaire à la Faculté théologique, David Friedrich Strauss qui avait présenté dans son ouvrage intitulé «Das Leben Jesu» (La Vie de Jésus) «une conception radicalement terrestre du Fils de Dieu» (Stadler, p. 223), le Grand Conseil de Lucerne (fief du Sonderbund) nommait en contrepartie, le 24 octobre 1844, sept jésuites comme enseignants à la Faculté de théologie et au Séminaire. Cela provoqua la jeunesse libérale et majoritairement protestante, dont le jeune Gottfried Keller. Comme beaucoup d'autres jeunes radicaux de Zurich, le futur écrivain réaliste et chancelier d'Etat du canton de Zurich décida de participer à une expédition armée de francs-tireurs contre les «réactionnaires lucernoises», de fin mars au début avril 1845, émeute armée qui se solda pour eux par un cuisant échec militaire, avant même toute action de combat.

Parmi les laïcs et les libéraux, c'étaient surtout les milieux économiques aussi qui attendaient un véritable renouveau, notamment grâce à la levée, par une Suisse «rajeunie» corps et âme, des barrières commerciales en vigueur. A l'époque, traverser la Suisse impliquait le passage de nombreuses douanes avec de diverses mesures de poids, monnaies et taxes locales; le tracé d'une nouvelle ligne de chemin de fer devait éviter les zones cantonales limitrophes; l'envoi d'une lettre de Romanshorn à Genève passait «de préférence par l'Allemagne et la France» pour contourner la multitude de règles et de taxes propres à chaque territoire cantonal (Wartenweiler, p. 57).

Une fois de plus, la Suisse rurale et conservatrice et la société urbaine et novatrice, opposées et soumises, des deux camps, à des provocations en série, faillirent en venir aux mains. Tout-à-coup, le blocage de la Diète qui durait depuis des années évolua vers une situation où les «libéraux-radicaux» prirent soudain et fortuitement le dessus, tirant aussitôt avantage de la situation. Les ineptes accords militaires internationaux et autres sondages initiés par le Sonderbund avec les Etats voisins – des monarchies qui se défiaient de la Suisse d'attitude de plus en plus républicaine et, en ces temps de révolution, étaient elles-mêmes en butte aux troubles et aux soulèvements démocratiques radicaux – mettait du feu additionnel aux tensions. Lorsqu'à l'été 1847, la Diète fédérale, désormais à majorité libérale (d'une voix!), imposa l'expulsion des jésuites lucernoises et la révision de la Constitution suisse en



ev. Le livre (aux jeunes lecteurs) de Fritz Wartenweiler intitulé «Unser General Dufour» (Dufour, notre général) est exemplaire pour cet auteur. Il a toujours cherché, dans une époque plus que belliciste, à promouvoir les idéaux de l'éducation humaniste. En mettant en lumière des biographies «modèles», il a montré à la jeunesse suisse de l'Entre-deux-guerres des voies que des personnages excellents suisses ont emprunté réellement, en essayant de mettre ensemble leur principes éthiques et ce que le bien commun leur a exigé. Tel devrait être aujourd'hui aussi l'objectif de toute éducation dans la démocratie.

faveur d'un Etat fédéral, les représentants de la «Schutzvereinigung» (L'Alliance protectrice, comme se désignaient les membres du Sonderbund, composée de cantons majoritairement catholiques de Suisse centrale : Uri, Schwyz, Obwald/Nidwald, Zoug et Lucerne, alliés à Fribourg et au Valais), quittèrent abruptement les localités à Berne en exclamant de graves menaces, la rupture sembla inévitable. Les deux parties fourbirent leurs armes.

Pour Dufour, il s'agissait de beaucoup plus qu'une simple victoire

Le 21 octobre 1847, le citoyen et officier genevois Guillaume Henri Dufour (1787–

Suite page 7

Biographie de Guillaume Henri Dufour

Un homme de culture scientifique et humaniste

- Né le 15 septembre 1787 à Constance, fils de l'horloger genevois Bénédict Dufour.
- Passe son enfance dès l'âge de deux ans à Genève, où la famille s'installe à nouveau après un exil motivé par des raisons politiques. Collège, puis études de lettres et de physique à l'Académie de Genève.
- 1807–1809: poursuite des études à l'École polytechnique de Paris.
- 1809–1810 Etudes de sciences militaires avec spécialisation dans le génie à Metz.
- De 1811 à 1817, service comme officier à l'état-major général de l'armée française, jusqu'en 1815 sous Napoléon Bonaparte.
- 1817–1850 Ingénieur cantonal à Genève. S'oppose au démantèlement des fortifications de la ville de Genève, car il souhaite conserver la forteresse de Genève comme protection de la frontière sud-ouest de la Suisse. Outre la construction de ponts, il a conçu la promenade sur les quais.
- Parallèlement, Dufour enseigne les mathématiques, la géométrie, la topographie et l'hydraulique à l'Académie.
- Dès 1817, intégration en tant que capitaine dans la nouvelle armée fédérale suisse.
- En 1819, cofondateur de l'école militaire de Thoun qui existe encore aujourd'hui, il y a enseigné la section génie et est devenu directeur de l'école. Louis Bonaparte, le futur empereur Napoléon III, faisait partie de ses élèves et une amitié de toute une vie les liait. Il est l'auteur d'ouvrages de sciences militaires, notamment sur la construction de fortifications et la tactique militaire.
- Promu colonel suisse en 1827, il entre ensuite à l'état-major général suisse. Il y avait pour mission d'organiser la défense de la Suisse en cas d'attaque.
- Promu chef d'état-major général suisse en 1832 (avec le rang de «colonel-quartier-maître»).
- Dirige en cette qualité en 1843 une mission visant à calmer les affrontements qui dégénéraient entre radicaux et conservateurs. Dirige les travaux de triangulation puis élabore la première carte nationale fiable de la Suisse à l'échelle 1:100 000 (la «carte Dufour», qui portera plus tard son nom) jusqu'à son achèvement en 1864.
- En 1847, Dufour est désigné par la Diète fédérale comme commandant en chef des troupes fédérales avec le rang de général contre le Sonderbund. Il identifie les troupes fédérales avec un brassard à croix blanche dans un champ rouge (à l'époque, les troupes portaient encore des uniformes cantonaux, qui se ressemblaient toutefois), l'emblème qui constituera le drapeau officiel de la Confédération à partir de 1848.
- 1856 Commandant en chef fédéral lors de la levée des troupes pour la défense de Neuchâtel contre la menace d'une intervention prussienne.
- 1863 Cofondateur du Comité international de la Croix-Rouge, pour lequel il s'est engagé jusqu'à la fin de sa vie. C'est à lui que l'on doit la proposition de faire du drapeau de la Croix-Rouge une sorte d'inversion du drapeau suisse (croix rouge dans un champ blanc).
- Outre ses tâches militaires, Dufour a également été actif sur le plan politique, en tant que député de Genève à la Diète fédérale, membre de la Constituante genevoise, délégué au parlement de la ville puis du canton, et enfin conseiller aux Etats du canton de Genève.
- Dufour est mort le 14 juillet 1875 à Genève à l'âge de 87 ans.

* Peter Küpfer. *L'esprit suisse – dissipé à jamais? Reflexions sur quelques repères de l'histoire suisse à la lumière de l'actualité*, 1^{re} partie: Saint Nicolas de Flue évite le danger imminent de la guerre civile au sein de la jeune Confédération suisse, *Horizons et débats*, n° 26, du 6 déc. 2022, p. 8.

«L'esprit suisse ...»

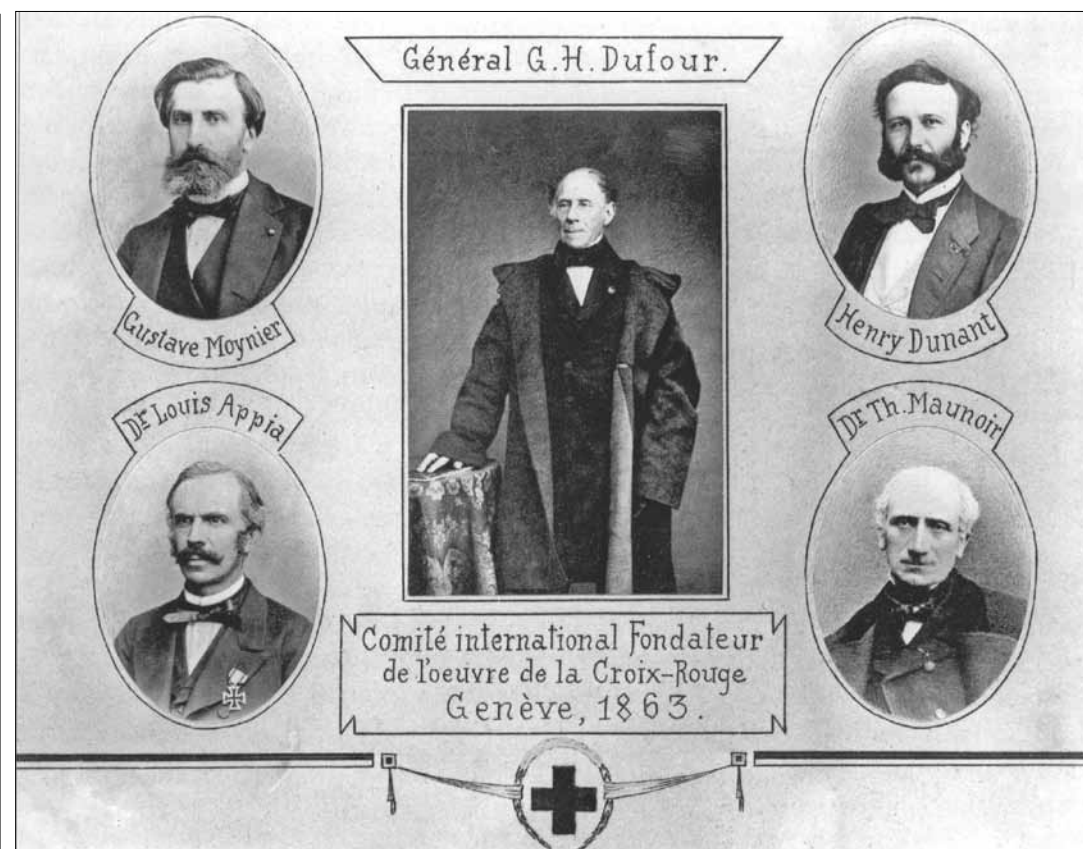
suite de la page 6

1875) fut élu général des troupes fédérales suisses par la Diète majoritaire. Homme de son temps, humaniste et cultivé qui avait tendu initialement vers la médecine, il était alors déjà reconnu pour ses mérites. Spécialiste en logistique et officier d'état-major général sous Napoléon, puis architecte cantonal à Genève, il dressa et édita, en tant que pionnier de la cartographie, la première carte suisse fiable (qui porta son nom) avant de devenir chargé de cours puis directeur à Thonon de la première *Ecole centrale fédérale* (lieu de formation théorique des officiers suisses qui existe encore aujourd'hui), et enfin Intendant général de l'armée suisse. Le recours à cet officier modeste, de tendance politique plutôt conservatrice, déplut à certaines têtes brûlées libérales. Mais derrière ce choix se cachait un concept fédéral visionnaire qui s'adaptait parfaitement au caractère de ce remarquable officier supérieur (voir l'encadré sur le parcours professionnel de Dufour).

Il mena une campagne brève, décisive et efficace. Même la stratégie répondait à la volonté du général, qui fit tout pour que cette inévitable offensive soit rapide et épargne le plus possible l'adversaire. «*Les opérations militaires débutèrent le 4 novembre. [...] Dufour [...] engagea d'abord ses troupes contre Fribourg qui étant isolé, capitula dès le 14 novembre. Il tourna ensuite le gros de l'armée contre le cœur du Sonderbund, la Suisse centrale. La progression vers Lucerne partit du Freiamt argovien. Après de violents combats près de Gisikon [le 23 novembre 1847], la défense du Sonderbund céda. Lucerne fut occupée par les troupes fédérales. Les autres cantons de la Suisse primitive abandonnèrent alors la lutte, le Valais en dernier, le 29 novembre. La guerre avait duré vingt-cinq jours; elle avait fait très peu de morts.*» (Cattani, p. 284)

La défaite qui ne fut pas synonyme d'humiliation – tout au contraire

La campagne de Dufour contre le Sonderbund n'a donc même pas duré un mois. Conformément à son mot d'ordre, les objectifs militaires ont été entièrement atteints avec la capitulation inconditionnelle du Sonderbund et sa dissolution, et ceci avec un nombre réduit de victimes humaines et de destructions. Tout comme le but qui lui importait le plus: le plus grand ménagement possible non seulement de la population civile, mais aussi des troupes des deux camps. Il ne traitait pas les troupes du Sonderbund en tant qu'ennemis mais comme adversaires ne méritant ni haine avant le combat ni vengeance ou humiliation après la victoire. Dufour avait commencé sa campagne dans la conviction qu'après la victoire de la campagne sur le champ militaire, il s'agissait de gagner celle politique. Pour lui et les esprits les plus ouverts de la Diète,



Le «Comité des cinq», au centre le général Dufour. (photo CIRC)

il s'agissait de reconduire les dissidents au bateau de la nouvelle Confédération helvétique et de les convaincre de participer à la construction de la Suisse renouvelée, certes en tant que vaincus sur le plan des armes, mais en respectant leurs convictions en tant que citoyens. Aujourd'hui, alors qu'on assiste pratiquement quotidiennement au triste spectacle des représentants de pays qui prétendent défendre la liberté dans le monde mais qui font campagne « pour détruire » un pays et ses populations, on ne peut s'empêcher de souligner l'écart qui les sépare de l'exemple que constitue l'œuvre de Dufour et les cercles qui lui ont confié sa lourde charge. Pour Dufour, la manière dont ses troupes s'y prenaient devait déjà être la preuve dans les faits que la Suisse des temps modernes naissants prenait au sérieux les vues du vaincu militaire. Dans ces circonstances, l'action de Dufour prend des dimensions exemplaires: «*Son objectif était de réunifier la patrie divisée dans une campagne rapide et sans grande effusion de sang et de réconcilier les parties en conflit. L'organisation et le déroulement des opérations militaires étaient déterminés par des considérations politiques. En menant le combat en ménageant au maximum l'adversaire, la préparation de l'entente à venir commençait déjà pendant la guerre.*» (Cattani, p. 284, souligné par P.K.)

Une performance qui fait époque

C'est là l'exploit unique, l'exploit qui faisait époque de ce commandant en chef. Dans l'ouvrage déjà cité sur les Suisses éminents, le formateur infatigable de l'éducation civique populaire et des jeunes des années trente du dernier siècle, Fritz Wartenweiler, présente le

général suisse en des termes inhabituellement vivants. Quiconque souhaitant baser son jugement sur les faits historiques et non sur de la pure propagande se ralliera à son appréciation de Dufour et de son action:

«*Cette guerre aurait pu se transformer en une catastrophe imprévisible. L'effondrement aurait eu lieu si le Sonderbund avait remporté la victoire, mais également si un autre homme avait pris la tête des troupes fédérales et n'avait pas dirigé les bataillons des cantons majoritaires avec la supériorité sûre que Dufour avait réussi à obtenir. Ce danger était grand.*» (Wartenweiler, p. 59)

Les extraits suivants, tirés des Ordres du jour de Dufour à ses officiers et soldats (cités en détail par Wartenweiler), mettent ses mérites particulièrement en évidence. *La clairvoyance qu'ils contiennent ne conviendrait-elle pas à certains commandants en chef actuels, en Suisse et ailleurs?*

Le 4 novembre 1847, au début de la campagne, Dufour a donné les instructions suivantes à ses officiers:

«*Il faut tout faire pour éviter les conflits inutiles. Les troupes fédérales doivent être sommés de se comporter avec modération et de ne pas se laisser entraîner à de mauvais traitements avec la plus grande fermeté [...] Il faut éviter à tout prix de porter atteinte à l'Eglise catholique et aux institutions religieuses. [...]*

Si une troupe ennemie est repoussée, ses blessés doivent être soignés comme les nôtres et traités avec tous les égards dus au malheur. [...] Les prisonniers doivent être désarmés. Il ne faut cependant pas leur faire de mal ni les insulter de quelque manière que ce soit. [...] Après le combat, l'excitation des soldats doit

être contenue, les vaincus doivent être ménagés.» (Wartenweiler, p. 62)

Le même 4 novembre 1847, le général s'adresse à sa troupe avec le premier ordre du jour du début de l'opération, ses mots, véritablement porteurs d'avenir, sont les suivants:

«*Soldats! Vous devez sortir de ce combat non seulement victorieux, mais aussi sans reproche; on doit pouvoir dire de vous: 'ils ont combattu courageusement là où il le fallait, mais ils ont fait preuve d'humanité et de générosité'. Je place donc sous votre protection les enfants, les femmes, les vieillards et les ministres de la religion. Celui qui porte la main sur une personne sans défense se déshonore et déshonore son drapeau...*» (Wartenweiler, p. 63)

Le général Dufour n'a certes pas pu éliminer les oppositions et les tensions encore vives entre conservateurs et radicaux, même après la victoire des troupes fédérales sur les dissidents. Ces tensions étaient profondes et ont perduré pendant des décennies. Mais il les a atténuées et son comportement a été un exemple pour tous ceux qui souhaitent le système proportionnel pour l'élection au Conseil national. Cette procédure n'a été inscrite dans la Constitution qu'en 1919, après la crise de la Grève nationale de 1918 (voir la troisième partie de cet article), et a contribué à créer les conditions institutionnelles pour que les vagues s'apaisent, notamment au sujet des vives oppositions sur la question sociale au début du XX^e siècle.

Il n'est pas étonnant que le général Dufour se soit également engagé pour la fondation des Comités suisse et international de la Croix-Rouge, près de vingt-cinq ans plus tard. Lorsqu'Henry Dunant, un autre Genevois, ébranlé et bouleversé par les horreurs de la guerre d'Italie qu'il avait lui-même vécues, a fondé et mis en place les Comités international et suisse de la Croix-Rouge à Genève, l'ancien général suisse, à l'âge avancé, a soutenu cette œuvre, la présidant au début et en y participant de manière active jusqu'à sa mort.

Littérature

Cattani, Alfred. «Guillaume Henri Dufour». In: Jaekle, Erwin und Stäubli, Eduard (Hrsg.). *Grosse Schweizer und Schweizerinnen. Erbe als Auftrag. Ein Beitrag zur 700 Jahr-Feier der Schweizerischen Eidgenossenschaft 1291–1991*. Stäfa, Th. Gut & Co. Verlag 1990

Roca, René. *Die Bedeutung des Katholizismus und der Katholisch-Konservativen für die Entwicklung einer demokratischen Kultur in der Schweiz*. Ds.: id. *Katholizismus und moderne Schweiz*. Basel 2016. [Texte très édifiant en tant que «correctif» face à l'historiographie récente sur la guerre du Sonderbund préférant l'optique souvent partielle de la perspective libérale-radical, pk.]

Stadler, Peter. *Epochen der Schweizer Geschichte*. Zürich 2003

Wartenweiler, Fritz. *Führende Schweizer in schweren Krisenzeiten. Bruder Klaus, Escher von der Linth, General Dufour*. Erlenbach b. Zürich (Rotapfel Verlag, sans année)

Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante,
l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit
international,
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Redaction
Peter Küpfer

Rédaction et administration
Case postale 247, CH-9602 Bazenhaid
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6
IBAN: CH640900000877484856
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs / 108.– euros

ISSN 1662 – 4599

©2017 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Bazenhaid».



Représentation contemporaine du combat décisif de Gisikon du 23 novembre 1847. Il a conduit un jour plus tard à l'arrêt du combat, reconnu par les deux parties, et donc à la fin de l'intervention fédérale sous le commandement de Dufour. (photo Troxler, Walter, éd. «So gestochen wie geschossen. Lucerne et la guerre du Sonderbund dans les représentations anciennes». Eschenbach (édition personnelle) 2022, ISBN 978-3-033-09580-9, p. 88)

Ecole publique – Lieu de formation pour la démocratie directe et sa culture

Une tâche permanente

Par Dr. Eliane Perret, enseignante curative et psychologue

«En Suisse, les gens peuvent participer beaucoup plus aux décisions que chez nous», c'est ce que Mario, un adolescent originaire de la Sicile, a constaté il y a quelques années, lors d'une discussion pendant les leçons d'histoire sur le système politique suisse. Il exige la responsabilité commune de tous les citoyennes et citoyens dans un vivre ensemble basé sur l'égalité dans le cadre de notre Etat de droit. Le droit au respect des droits fondamentaux ancrés dans la Constitution comme la liberté d'expression, de religion, le droit de vote et d'éligibilité, la sécurité juridique et l'égalité devant la loi, ainsi que le droit à la formation.¹

Depuis, je me demande parfois si tous les parlementaires élus par le peuple ont toujours ces notions dans la ligne de mire de leurs actions? Le constat de Mario à propos de la démocratie directe m'a fait une nouvelle fois prendre conscience d'une réalité: c'est à l'école publique et donc à ma fonction d'enseignante que revient le rôle important de transmettre aux enfants l'estime du système politique et du pays dans lequel ils vivent, car il a été créé, étape par étape, par les générations précédentes. Mario et ses camarades doivent, j'en suis certaine, quitter l'école avec un bagage de formation riche en savoirs, faisant de lui un citoyen majeur et responsable. Un bagage qui ne contient pas seulement les apprentissages fondamentaux comme la lecture, l'écriture et le calcul mais aussi la formation humaine nécessaire pour garder en vie notre démocratie directe et son fonctionnement. Elle a besoin de citoyens actifs pouvant accomplir activement leurs droits et leurs devoirs.

Tâche permanente

Ces dernières années, on a oublié trop facilement combien d'effort d'organisation ont fourni des personnalités responsables, honnêtes et clairvoyantes pour créer dans notre pays une école publique reposant sur notre constitution démocratique – avec des contenus de formation accordés aux conditions de notre pays. Il me semble d'autant plus important de s'en rappeler car les conquêtes en démocratie directe et celles de la formation publique qui y sont liés n'appartiennent plus qu'en marge aux curriculums modernes régissant cette multitude suisse actuelle de Hautes écoles pédagogiques et des plans d'apprentissage de nos écoles publiques. C'est un processus grave car cet oubli mine la vie communautaire dans notre démocratie directe. Le devoir d'en corriger les résultats est une tâche urgente depuis longtemps. A celui qui en aurait la volonté et l'élan se prête une multitude de matériel, de données, documents et analyses, dont ceux qui ont été marginalisés par motifs politiques....²

La démocratie directe n'est pas du folklore

Ce qui nous paraît aujourd'hui aller de soi, a été le résultat d'efforts réalisés sur une période de presque deux-cent ans. La lutte centrale était celle de permettre à tous les enfants d'avoir accès à une scolarité régulière et donc à une formation. Déjà très tôt, l'importance d'une formation pour tous a été reconnue comme pilier de base d'un Etat démocratique. C'est pourquoi les fondateurs de la constitution démocratique de Suisse ont mis leur attention sur la construction de l'école publique pour tous, indépendant du sexe, de la religion et de la couche sociale – une sorte de modèle de la vie commune dans notre pays. La démocratie, et notamment la démocratie directe, a pour condition un certain état de formation, lié à un ancrage dans sa culture et de ses valeurs. Car ce seront des personnes ainsi formées capables de saisir leur droits politiques et de participer à l'actualité politique. Or, ce qui nous a donc été donné comme un «cadeau» (et un devoir) par les générations précédentes ne doit pas, aujourd'hui, se perdre dans ce que certains désignent de «société ludique» ou «de plaisir»!

Tout enseignement réussi se base sur la vision personnelle de l'être humain

Le développement de notre école publique a été étroitement lié aux évolutions politiques et sociales au sein de notre pays.³ Un regard rétrospectif montre que les objectifs éduca-



L'école obligatoire a pour mission d'élargir l'horizon des enfants afin qu'ils s'identifient à leur pays et à leur culture et qu'ils puissent plus tard, avec la clairvoyance nécessaire, prendre des décisions en tant que citoyens actifs et responsables dans le sens du bien commun. (photo keystone)

tifs étaient liés à la poursuite du développement de la démocratie. A cela s'ajoutaient les acquis scientifiquement étayés des sciences humaines telles la pédagogie et la psychologie. Ainsi, contrairement à ce qu'affirme la propagande, l'école publique a toujours été en phase avec les évolutions du savoir, avant que ne s'engage, sans nécessité objective, une cascade de réformes radicales. Auparavant, pendant cette longue période de développement positif et graduel, l'orientation vers les connaissances humanistes et les sciences sociales était fondamentale. Elle allait de pair avec une vision personnelle de l'homme, loin des divers «systèmes» modernistes. C'est l'approche au travers la vue anthropologique de l'être humain selon laquelle l'homme est un être relationnel et social, capable de s'orienter en employant sa raison et ce que lui inflige l'éthique. Il s'agit là de tout un ensemble d'acquis scientifiquement étayés, quittes à se faire intégrer d'urgence dans les plans d'études de nos futurs enseignants!⁴ Elles montrent en détail que le développement de la personnalité d'un enfant et de ces capacités mentales commence dès ses premières heures de vie, basé sur la qualité de ses relations de confiance. Cela implique également la formation solide de son système interne de valeurs. Ce travail de développement de toutes nos capacités mentales doit se poursuivre à l'école, comme le stipulent les articles des différentes lois éducatives spécifiques à chaque canton suisse. C'est ainsi que se passe l'évolution interne de nos enfants qui aboutit, si ce processus naturel n'est pas perturbé, à de jeunes gens sûrs d'eux-mêmes, capables d'organiser leur vie de manière autonome et accomplissent leurs tâches en assumant en plus leurs responsabilités envers le bien commun. Le vivre ensemble et notamment en démocratie directe sollicite chaque citoyen, également les jeunes.

Un changement de paradigme à pas feutrés

La conception personnelle de l'enfant et les concepts méthodologiques qui en découlent ont été enseignés et pratiqués jusque dans les années 1980 dans les centres de formation des futurs enseignants. Grâce à une telle formation didactique, pédagogique et psychologique, les futurs professionnels disposaient de suffisamment d'outils pour effectuer leur travail pédagogique au quotidien.

Dans les années qui ont suivi, un changement de paradigme s'est produit en silence, passant d'une vision personnelle de l'être humain à une conception biologiste et mécaniste, qui nie une approche intégrale et qui est actuellement dominée par les courants neuroscientifiques. Cette évolution s'est accompagnée d'une dévalorisation des fondements de la pédagogie qui ne suivaient pas les courants à la mode.

Les idéologies favorisaient les vues trop étroites

Cette évolution s'est faite dans le cadre de processus sociaux qui ont pris pour cible les Etats-nations, donc notamment la Suisse dont son indépendance et sa neutralité armée perpétuelle dérangeaient certains lobbies puissants. Elle a reçu le soutien (conscient ou aveugle) des milieux culturels imprégnés par les idéologues du mouvement de 68, qui remettaient en question tout ce qui était traditionnellement suisse (donc son Histoire aussi). Manifestement, ils n'ont pas résisté, dans leur négation de la Suisse, à ce que le Grand capital néolibéral commença à les dorloter, ensuite intégrer, sur sa voie ayant comme but de faire affluer son argent sans limites... et qui, pour ce faire, bombardait tout ce qui était suisse, convoitant également ces réserves et potentialités financières.

Ces aberrations politiques (impossibles à détailler ici) et les concepts qui les avaient engendrés ont bien entendu eu un impact sur les contenus de la formation des nouvelles Hautes écoles pédagogiques suisse qui poussaient comme des champignons un peu partout, remplaçant les Séminaires pédagogiques traditionnels. Car entretemps, de nombreux enseignants éduqués dans la mouvance « protestataire » y étaient arrivés ainsi que dans les Universités, lors de leur «marche à travers les institutions», souvent après un détour (financé par des bourses d'état) par le «Grand étang».

C'est dans ce contexte idéologique que les réformes de notre école, entamées il y a plus de trente ans, se sont faites contre la volonté de la grande majorité des enseignants et contre celle des parents. Pro mémoire: jusque dans les années 90 du siècle dernier – avant que la vague de réformes ne nous inonde – les écoles suisses ont toujours été considérées comme étant de très haute qualité en comparaison

internationale. Ce fait est tombé dans l'oubli public total. En revanche, les nouveaux plans d'études élaborés depuis lors sont influencés par les objectifs politiques décrits ci-dessus, non seulement sur le plan méthodologique, mais aussi sur le plan du contenu. Ainsi, la matière de l'«Histoire suisse» a entre-temps perdu son autonomie et fait figure de parent pauvre. Selon les directives du plan d'études 21 (LP21, il régit entre-temps la quasi-totalité de nos écoles dans la partie alémanique de la Suisse), il ne s'agit plus pour les enfants de la 4e à la 6e classe de connaître l'histoire de notre pays (ou du pays d'accueil) et de s'identifier à ses valeurs, mais de devenir «compétents» pour «distinguer des histoires les unes des autres»⁵ (LP21) et ainsi «expliquer les intentions des légendes et des mythes (p.ex. de la légende de Guillaume Tell)» ou «réfléchir de manière critique à l'utilisation des légendes et des mythes dans le présent actuel et reconnaître leur utilisation dans le débat politique». Cela ne semble-t-il pas très froid et sans la moindre compassion pour ce qu'ont vécu nos ancêtres? Comment peut-on, face à ce mépris envers sa propre histoire, s'engager avec élan et fierté pour les intérêts de son propre pays?

Revenons à Mario

«En Suisse, les gens peuvent participer beaucoup plus aux décisions que chez nous», avait constaté Mario. Oui, si nous veillons à préserver ce qui a été acquis au fil des générations et à le transmettre à la génération montante; si nous apprécions, nous-mêmes, le fin ensemble de tout ce qui règle et maintient en vie notre démocratie, ce système humain qui permet de poser les bases d'une cohabitation égale entre les hommes, capables de contribuer activement à façonner le destin de notre pays, et ceci «depuis la base»! Un modèle unique au monde! Pour cela, nous avons besoin d'une jeunesse éduquée. Comme chaque génération précédente, nous devons y réfléchir à nouveau et décider de la forme que doit prendre notre système éducatif. Cela implique de faire sienne la démocratie en tant que modèle de vie.

Sinon, que répondrons-nous à Mario? Qu'il se serait trompé, peut-être? •

¹ v. Verein zur Förderung der Psychologischen Menschenkenntnis VPM (Ed., 1995). *Erziehung zum mündigen Mitbürger. Die Bedeutung der Schule für die Demokratie*. Zürich, Verlag Menschenkenntnis. p. 9

² par exemple: Erziehungsrat des Kantons Zürich. (Ed., 1933). *Volksschule und Lehrerbildung 1832–1932. Festschrift zur Jahrhundertfeier*. Zürich, Verlag der Erziehungsdirektion; ou également: (Ed.) Tagungsbände Forschungsinstitut direkte Demokratie, René Roca. www.fidd.ch

³ Verein zur Förderung der Psychologischen Menschenkenntnis VPM. *Erziehung zum mündigen Mitbürger. Die Bedeutung der Schule für die Demokratie*. loc. cit.

⁴ v. Kissling, Beat. *Sind Inklusion und Integration in der Schule gescheitert? Eine kritische Auseinandersetzung*. Bern (Hogrefe). 2022, p 109 – 162.

⁵ Lehrplan Volksschule des Kantons Zürich, NMG 9.4. <https://zh.lehrplan.ch/index.php?code=a161191014>

Erziehung
zum mündigen
Mitbürger

Die Bedeutung der Schule
für die Demokratie

ISBN 3-906989-49-6
(disponible par Horizons et débats)

«En Suisse, les gens peuvent participer beaucoup plus aux décisions que chez nous», avait constaté Mario. Oui, si nous veillons à préserver ce qui a été acquis au fil des générations; si nous apprécions, nous-mêmes, le fin ensemble de tout ce qui règle et maintient en vie notre démocratie, ce système humain qui permet de poser les bases d'une cohabitation égale, et ceci «depuis la base»! Un modèle unique au monde! Pour cela, nous avons besoin d'une jeunesse éduquée. Cela implique de faire sienne la démocratie en tant que modèle de vie.»